



## Quatre attentats en rafale secouent Riyad

44 Américains blessés à la veille du passage de Colin Powell

■ RIYAD (D'après AP) — À quelques heures de la visite du secrétaire d'État Colin Powell, quatre explosions ont retenti tard hier dans la capitale saoudienne Riyad, dont trois dans des complexes résidentiels abritant des Américains et d'autres Occidentaux. Des responsables hospitaliers et des services de sécurité ont fait état d'au moins trois morts et 60 blessés, dont 44 Américains.

Les quatre déflagrations se sont succédées rapidement. La dernière s'est produite tôt ce matin à l'extérieur du siège d'une société américano-saoudienne. Des responsables américains et saoudiens ont fait savoir qu'ils soupçonnaient

Voir ATTENTATS en A 2 ►

■ Simulations d'attentats aux États-Unis Page A 11

## Décidé... à 90%



LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Au terme de sa 18<sup>e</sup> saison dans la LNH, Patrick Roy jongle toujours avec son avenir. « Ma décision est prise à 90 %, mais je veux être certain de faire le bon choix », affirme le gardien de but de l'Avalanche du Colorado, débarqué à Québec hier, en fin d'après-midi, en prévision de la coupe Memorial, qui aura lieu au Collisée du 17 au 25 mai. Dès aujourd'hui, Roy passera la plupart de son temps dans l'entourage des Remparts de Québec, le club de hockey junior majeur dont il est copropriétaire. Voir textes en S 3

## UNIVERSITÉ LAVAL

### Les sciences posent des questions au-dessus et au-dessous à cause d'un roman

ANNE-MARIE VOISARD  
AMVoisard@lesoleil.com

Crise au département de science politique de l'Université Laval. Un roman est en cause. Dans une lettre au vice-rectorat, le doyen de la faculté des sciences sociales, Claude Beauchamp, réclame le congédiement du professeur André C. Drainville, pour « conduite professionnelle grave ».

À l'origine de l'affaire, *Les Carnets jaunes de Valérien Francoeur, qui a crevé quelques enflés*. C'est le titre du roman, publié en octobre 2002 à l'Effet pourpre. Le directeur du département, Louis Imbeau, a démissionné depuis et on ne trouve personne pour le remplacer. Plusieurs collègues se sont sentis « insultés, diffamés », dont l'un qui se voit traité d'« immonde cochon ».

Le problème part de là. Les gens se sont reconnus dans ce livre où l'auteur, André Drainville, qualifié, noir sur blanc, le département de science politique de « bourbier infernal ». Ceci, dès les premières pages, consacrées aux remerciements, avant même d'entrer dans la fiction.

Invité par LE SOLEIL à s'expliquer là-dessus, M. Drainville a répondu que « c'est difficile d'être un prof de gauche dans une université de droite ». Il dit qu'il n'avait pas de noms en tête en parlant de « véreux cochon » ou autres « trous de cul de collègues prétentieux ». Avoir su cependant, il aurait fait plus attention. « J'ai été négligent », convient-il, avant d'ajouter spontanément: « Mon expérience nourrit mon roman ».

Ça ne fait pas de doute aux yeux du doyen, Claude Beauchamp, dont la lettre, datée du 8 mai, est adressée à la vice-rectrice aux ressources humaines, Lise Darveau-Fournier. Elle fait suite à une rencontre convoquée le 17 avril, à laquelle ont participé 22 professeurs de science politique. « Même si l'ouvrage est formellement présenté comme un roman, il s'agit dans les faits beaucoup plus d'un pamphlet où nous reconnaissons facilement les lieux et plusieurs collègues du département de science politique, écrit-il ».

La lettre donne des exemples. Le professeur Cerretain « avocat le jour

Le doyen réclame la tête de l'auteur pour « conduite grave »

## Une place aux musiciens

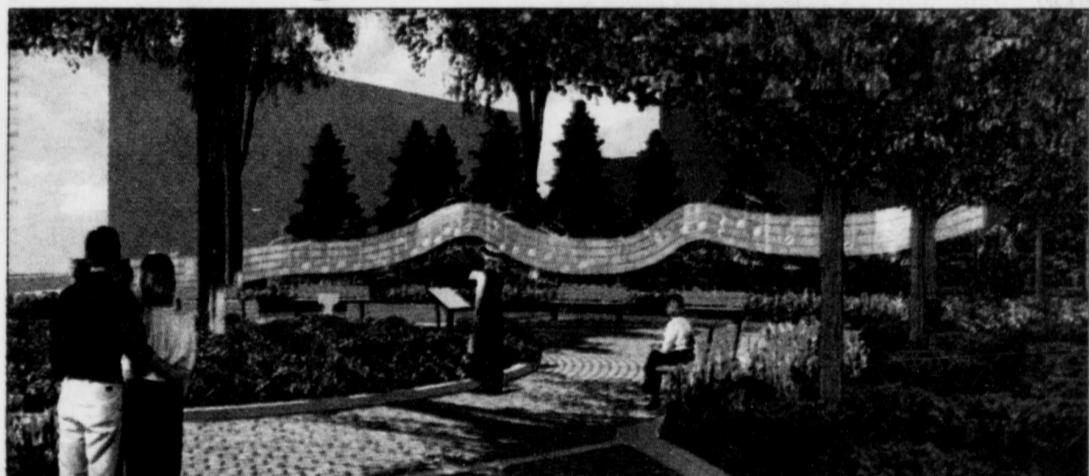


ILLUSTRATION VILLE DE QUÉBEC

Située à l'intersection de la 4<sup>e</sup> Avenue et du chemin de la Canardière à Limoulu, la place Sylvain-Lellèvre, en hommage à l'artiste disparu il y a un an, permettra d'accueillir les musiciens des rues et des amateurs publics. L'architecte paysagiste André Plante a conçu cette place-jardin ainsi que la sculpture d'aluminium, en forme de portée musicale, qui donnera le ton à l'ensemble. Voir texte en A 12

## Baume de 2,2 milliards \$ sur les plaies de Bombardier

Mais le contrat de US Airways n'empêchera pas les mises à pied

(PC et Reuters) — Bombardier Aéronautique et sa rivale brésilienne Embraer se partageront un lucratif contrat comprenant la livraison, à la société US Airways, de 170 avions régionaux au coût de 4,3 milliards \$US ainsi qu'une option pour 380 autres appareils dont la mise en service s'échelonne sur deux ans et demi.

La part du contrat de Bombardier se chiffre à 85 commandes fermes d'une valeur de 2,2 milliards \$, soit 60 biréacteurs régionaux CRJ à 50 places et 25 autres à 75 places, a indiqué la société montréalaise.

Le contrat de Bombardier prévoit aussi 90 com-



mandes reconfirmables — lesquelles peuvent être annulées avant une date limite préalable — et 100 options pour des modèles CRJ200 et CRJ700, a ajouté le troisième avionneur civil au monde. Le contrat représente pour Bombardier une valeur potentielle de 7 milliards \$.

Les 85 commandes fermes comprennent cependant le transfert à US Airways de 36 contrats pour des CRJ détenus par GE Capital Aviation Services. En conséquence, pour le moment, 49 appareils seulement seront ajoutés au carnet de

Voir BOMBARDIER en A 2 ►

## À l'école de la cruauté

Présentation troublante à la Conférence mondiale sur la violence en milieu scolaire

MICHÈLE LAFERRIÈRE

MLaferriere@lesoleil.com

■ Les cas de violence à l'école n'augmentent pas en nombre, mais ils sont de plus en plus cruels. Et ils se mondialisent.

■ Les écoliers français ont découvert un nouveau jeu: ils jettent de l'essence sur un enfant et ils le regardent flamber.

■ En Afrique, les MST prolifèrent. Pas les maladies sexuellement transmises, mais les « moyennes sexuellement transmises ». Ces MST du XXI<sup>e</sup> siècle sont le fait d'enseignants qui proposent des contacts sexuels à leurs étudiantes en échange de meilleures moyennes.

■ En 1995, 7 % des enseignants français sentaient une forte agressivité de leurs élèves envers eux. En 2000, près de la moitié des enseignants avaient cette perception.

■ Aujourd'hui, les écoles comptent plus d'agresseurs que de victimes. Il y a une explication à cette situation: les tyrans agissent en groupe, contre un enfant isolé. Et en groupe, la violence est plus dure.

■ Au Brésil, près d'un élève sur 10 affirme manquer des cours parce qu'il a peur de l'école.

■ En France, il y a de plus en plus d'armes à feu dans les écoles.

Éric Debarbieux est professeur de sciences de l'éducation à Bordeaux, en France, et codirecteur de l'Observatoire européen de la violence en milieu scolaire, fondé en 1998. Hier matin, au jour deux de la Conférence mondiale sur la violence à l'école, qui se tient au Centre des congrès de Québec jusqu'à demain, il a fait une présentation percutante alliant des données tirées de nombreuses enquêtes « sur le terrain ». Les exemples qui précèdent viennent de lui. Debarbieux a épluché les recherches qui se sont multipliées depuis 10 ans dans le monde et qui mesurent la violence à

Voir CRUAUTÉ en A 2 ►

■ La violence n'épargne pas les écoles riches Page A 3

Voir SCIENCES PO en A 2 ►

### SOMMAIRE

Actualités	A 3	Économie	C 1
Agenda	B 6	Editorial	A 14
Arts et vie	B 1	Le monde	A 10
Bourses	C 4	Petites annonces	S 15
Bridge	S 18	Québec / Canada	A 7
Capitale et régions	A 12	Sports	S 1
Décès	C 7	Statistiques	S 12
Diversissements	B 7	Télévision	B 2

### LA MÉTÉO

Maximum 12, minimum 4

Nuageux avec averses et vents légers. Détails page S 20.

Précipitations (avant hier)

Ce mois-ci: 43,1 mm L'an dernier: 32 mm  
Cet été: 43,1 mm L'été dernier: 32 mm

QUÉBEC,  
107<sup>e</sup> ANNÉE, N° 134  
FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTREAL,  
OTTAWA 87¢  
PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657-00072 8

jusqu'à 30 minutes / 1 \$ par appel  
Appels interurbains partout au Canada et aux É.-U.  
LooneyCall 10-15-565

30 minutes / 1 \$ 5¢/min. après les 30 premières minutes  
Un appel de 30 minutes ou moins au Canada et aux É.-U. ne coûte que 1 \$  
Instructions pour composer :  
Composez le 10-15-565 + 1 + l'indicatif régional + le numéro.



# ACTUALITÉS

## L'obésité chez les jeunes en croissance partout au pays

LOUISE LEMIEUX

Llemieux@lesoleil.com

Les enfants de familles nombreuses et dont les parents sont plus riches ont moins de risque d'être obèses selon une nouvelle étude publiée hier dans la revue scientifique de la North American Association for the Study of Obesity (NAASO).

Les chercheurs constatent que l'obésité chez les enfants est en croissance constante partout au Canada. La situation est au pire dans les provinces atlantiques et s'atténue à mesure que l'on se déplace vers l'Ouest canadien. Au Québec, 27,6% des enfants de 7 à 13 ans présentent des problèmes de surpoids. À Terre-Neuve, les gros enfants sont passés de 11,4% (en 1981) à 36% (en 1996). En Colombie-Britannique, le pourcentage d'enfants présentant un surpoids est passé de 5,1% à 26,6% entre ces mêmes 15 années. La situation du Québec est mitoyenne entre la pire et la meilleure.

Quelle que soit la province, le phénomène du surpoids est inquiétant, par-

tout. D'autant plus que le surpoids est à la source de plusieurs maladies.

Cette même étude démontre que 44% des garçons canadiens de sept ans ont un poids supérieur à la normale et 21% d'entre eux sont même obèses. Les filles du même âge sont moins grosses: 37% souffrent de surpoids, et 16% sont obèses.

### ÉPIDÉMIE

«C'est une épidémie pire que celle du SRAS et du virus du Nil, soutient Carmen Connolly, directrice de la santé à la population de l'Institut canadien d'information sur la santé. Cet organisme canadien autonome et sans but lucratif a financé l'étude faite par Douglas Willms, Mark Tremblay et Peter Katzmarzyk. Les chercheurs proviennent respectivement des universités du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan et de Queen's de Toronto.

«L'épidémie d'obésité est pire parce que, contrairement au SRAS ou au virus du Nil, elle ne se soigne pas à l'hôpital. L'obésité cause 60 000 décès au

Canada», dit M<sup>me</sup> Connolly. Cette épidémie ne pourra être contrée par un vaccin, ni par le seul ministère de la Santé. Elle demande au contraire la concertation de plusieurs ministères fait remarquer M<sup>me</sup> Connolly.

Les risques d'obésité sont plus élevés dans les familles pauvres, ont remarqué les chercheurs. Chaque augmentation de 10 000 \$ dans le revenu familial réduit de 3 % les chances de surpoids chez l'enfant.

Chaque année scolaire supplémentaire du père réduit de 4% les risques de surpoids chez l'enfant. Chaque frère et sœur a réduit les risques de 11%.

Les chercheurs ne peuvent expliquer ces écarts.

«Ce problème touche tout le pays, et il ne fait qu'empirer. D'autant plus que les taux les plus élevés sont enregistrés chez les plus jeunes enfants», ajoute le D<sup>r</sup> John Millar, vice-président à la recherche de l'ICIS.

Les tableaux des trois chercheurs démontrent que les garçons et les filles de sept ans sont les plus touchés par le surpoids. À 13 ans, la situation

s'améliore quelque peu: 25% des garçons (contre 20% des filles) ont encore des problèmes de surpoids. À 7 ans, rappelons-le, la proportion est de 44 % chez les garçons.

Les enfants suivent la trace des adultes, remarque Carmen Connolly, puisqu'en 15 ans (entre 1981 et 1996), le nombre d'adultes canadiens trop gros a doublé, passant du sixième au tiers de l'ensemble de la population.

«Le niveau d'activité physique des enfants a baissé. Ils passent trop de temps devant la télé et l'ordinateur», déplore M<sup>me</sup> Connolly. À son avis il faudra faire avec les aliments engraisants ce qui a été fait pour le tabac: restructurer la publicité et améliorer les informations sur les contenants. Elle pense entre autres aux boissons gazeuses dont la consommation augmente sans cesse et à la restauration rapide où les portions sont démesurées.

Les gouvernements sont de plus conscients de l'épidémie de surpoids et d'obésité, selon M<sup>me</sup> Connolly.

Mais agir n'est pas facile, parce qu'il faut agir sur plusieurs fronts, la san-

### L'OBÉSITÉ SELON LES PROVINCES

Variations selon les provinces, de la prédominance de surplus de poids parmi la population durant l'enfance de 1981 à 1996.

PROVINCES	1981	1996
Terre-Neuve	11,4%	36,0%
Nou.-Écosse	12,9%	35,0%
Î.-P.-Édouard	11,3%	35,9%
N.-Brunswick	9,9%	33,8%
<b>Québec</b>	<b>11,5</b>	<b>27,6%</b>
Ontario	13,1	30,6%
Manitoba	18,2	24,6%
Saskatchewan	11,9%	25,7%
Alberta	10,0	23,1%
Colombie-Bri.	5,1%	26,6%
Canada	11,4%	29,3%

SOURCE: OBESITY RESEARCH VOL. 3 MAI 2003 INFOGRAPHIE LE SOLEIL

té, l'emploi, le commerce, le développement économique, le travail.

### SANTÉ

## Les régies dans l'attente

### Le personnel s'interroge sur les intentions du ministre

MYLÈNE MOISAN

MMoisan@lesoleil.com

■ En attendant la guillotine promise par les libéraux, l'atmosphère est aux rumeurs et aux appréhensions dans les régies régionales de la santé. Un avenir nébuleux qui n'entrave pas la marche des choses, assure-t-on aux quatre coins de la province.

Le programme électoral est catégorique, les régies ne survivront pas au gouvernement libéral. Mais, d'ici à ce que le ministre Philippe Couillard donne le signal, les directions des régies régionales s'occupent de garder au beau fixe le moral des troupes en les assurant qu'elles ne seront pas tenues dans l'ignorance.

À certains endroits, des rencontres ont été organisées entre la direction et les employés pour répondre aux questions et assurer que toute information sera transmise sans délai. Ailleurs, la même promesse a été faite par l'entremise d'une note envoyée à tout le personnel. C'est le cas au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Partout, le même mot d'ordre circule. Tant que le ministre de la Santé n'aura pas fait connaître ses couleurs, tous les dossiers doivent suivre leur cours normal, qu'il s'agisse de gestion courante, de plans triennaux ou de cadres de performance. Pour ce qui est des commentaires dans les médias, la discrétion et la prudence sont de mise. Les quelques commentaires obtenus sur le climat qui règne dans les rangs ont été arrachés sous l'anonymat.

À quelques exceptions près, on attend de voir ce que décidera M. Couillard avant de réagir. Dans au moins une région, on a décidé de prendre le taureau par les cornes et de plancher sur différentes solutions pour augmenter l'efficacité de l'organisme de coordination des soins de santé et des services sociaux.

Un mois après l'élection, l'inquiétude des premiers jours semble avoir fait place à un climat plus serein. Les déclarations rassurantes faites il y a une dizaine de jours par le ministre Couillard sont parvenues à calmer les esprits les plus anxieux, nous dit-on. Au cours de sa première conférence de presse, quelques jours après avoir prêté serment, le neurochirurgien avait tenu à préciser que «les institutions en place doivent être respectées» quelle que soit la forme des changements qui seront opérés.

«Nous ne tournons pas le dos à la régionalisation, au contraire. Le gouvernement libéral veut rapprocher les dispensateurs de services des citoyens. Mais d'ici à ce que les changements soient apportés, tous les établissements de santé doivent continuer à se rapporter aux régies régionales», avait-il ajouté, sans préciser ce qu'il adviendrait des régies que les libéraux ont promis de remplacer par des structures plus légères.

Reste que les quelques bribes qui émanent des médias sur les intentions concrètes du ministre laissent les travailleurs sur leur faim. S'ils ne sont pas pétrifiés d'inquiétude, d'aucuns ont bien hâte de savoir ce que M. Couillard a en tête. Ils savent qu'ils seront fixés d'ici l'automne, mais espèrent que ce soit le plus tôt possible. Dans quelques boîtes, la machine à rumeurs est en marche, bien que nulle part, elle ne se soit emballée.

## Riche ou pauvre, chaque école a son lot de violence

MICHÈLE LAFERRIÈRE

MLaferriere@lesoleil.com

Si les chercheurs ont prouvé le lien entre la réussite scolaire et un milieu social favorisé, ils sont toutefois en train de démontrer que les écoles pauvres et riches se partagent la violence.



«En milieu défavorisé, des écoles s'en tirent mieux que d'autres, au point d'être comparables à des écoles de milieu favorisé», a constaté Michel Janosz, un chercheur de l'Université de Montréal.

«En milieu défavorisé, des écoles s'en tirent mieux que d'autres, au point d'être comparables à des écoles de milieu favorisé», a déclaré Michel Janosz, un chercheur de l'Université de Montréal qui a dévoilé, hier, les résultats d'une enquête qu'il a menée avec quelques collègues sur la violence dans les écoles publiques québécoises du primaire et du secondaire. Une hypothèse? «Les écoles de milieu défavorisé ont peut-être plus de soutien et de ressources que les autres.»

«Les chercheurs auront beaucoup de travail», a-t-il convenu, en regard des innombrables données qu'il a obtenues, entre 1999 et 2002, d'élèves et d'enseignants de 55 écoles primaires et de 97 écoles secondaires. Il a livré ses premières conclusions aux participants de la Conférence mondiale de la violence à l'école qui se déroule actuellement à Québec.

Il y aurait dans la province «un effet Québec» observé par un chercheur du Nouveau-Brunswick, qui a noté «la bonne performance de l'ensemble des écoles québécoises» quant aux taux de réussite de leurs élèves et à la réduction des écarts entre écoles riches et pauvres.

Au cours de l'enquête, 80% des adultes ont affirmé à Michel Janosz et à son équipe qu'un petit nombre d'élèves étaient responsables de la majorité des actes de violence dans leur école. Cependant, estime Janosz, les actions sur les seuls agresseurs ne suffisent pas. Il faut agir globalement.

La violence dans les écoles secondaires est un «phénomène bien réel» qui touche davantage les plus jeunes (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> secondaire) et les garçons; ils seront des cibles prioritaires d'intervention. Les chercheurs s'intéresseront aussi aux «victimes à répétition» (les gars plus que les filles), même si la majorité des victimes «le sont une seule fois». Enfin, l'ampleur de la violence verbale commande également une action prioritaire.

Au primaire, il ressort que moins les enseignants ont d'expérience, plus ils sont victimes d'insultes, de menaces et d'agressions physiques. Les enseignants débutants perçoivent aussi plus que leurs aînés la violence de leurs élèves. Peut-être leur sensibilité influence-t-elle leurs perceptions, avancent les chercheurs. Peut-être aussi sont-ils affectés à des tâches plus difficiles et sont-ils moins habiles en gestion de classe.

### FORMATION

À une époque où les écoles sont en train de renouveler leur personnel enseignant, le ministère de l'Éducation devrait se sentir «interpellé» en ce qui concerne la formation des maîtres et le soutien à l'insertion professionnelle. «Parce que si on a plus de débutants dans les écoles, il y a des risques que ça fasse augmenter la violence», extrapole Michel Janosz.

Michel Janosz et ses collègues ont constaté que leurs chiffres sur la violence étaient plus élevés que ceux du ministère de la Sécurité publique. «On a des biais», a admis Janosz.

Éric Debarbieux, codirecteur de l'Observatoire européen de la violence en milieu scolaire, a observé des différences similaires entre les données de l'État et celles de son Observatoire. Mais lui, clame haut et fort qu'on «ne peut se fier sur les données officielles de la police, de la justice ou de l'éducation nationale».

Les jeunes profs sont plus victimes de menaces



Les maillots c'est pour bientôt!



Pourquoi pas la meilleure équipe de traitement pour l'épilation au laser à Québec! L'Équipe professionnelle! Des milliers de clients satisfaits depuis cinq ans! Cinq lasers diodes LightSheer les plus puissants dont le nouveau LightSheer XC (mai 2003).

Le seul laser diode LightSheer avec latence de 400 millisecondes pour le traitement sécuritaire des peaux pigmentées à Québec avec surface de traitement plus large (plus rapide et plus efficace).

Nos prix sont garantis pour la durée de vos traitements sans que vous soyez obligés de signer un contrat, contrairement à plusieurs concurrents! Le meilleur des deux mondes! Offrez-vous le meilleur au meilleur prix!

Spécial aisselles 299\$\*

Taxes en sus. \* Jusqu'au 31 mai 2003

50\$ de rabais sur forfait épilation!

Non applicable sur le forfait aisselles! Jusqu'au 31 mai

Institut d'épilation au laser et d'esthétique de Québec

Appelez maintenant!

(418) 683-1270

ou sans frais 1-866-212-1270

Pavillon Jeffery Hale

Clinique exclusive pour l'épilation laser  
Notre centre d'expérience



PNEUMONIE ATYPIQUE

## Nouveau décès à Toronto

Le décès d'une sexagénaire porte  
le bilan du pays à 24 morts

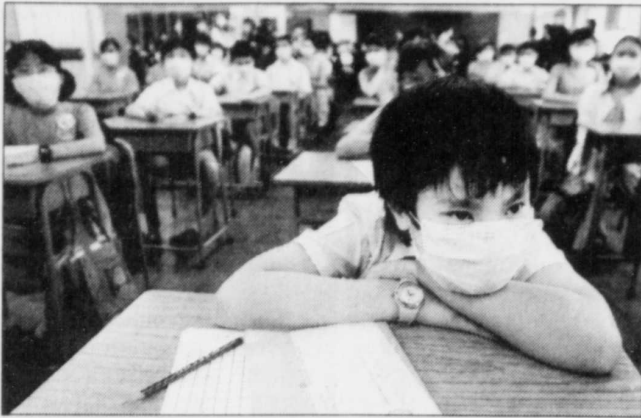
TORONTO (PC) — Le nombre de décès reliés au syndrome respiratoire aigu sévère au Canada a grimpé à 24, après que les autorités ontariennes eurent annoncé hier la mort d'une femme âgée de 67 ans. La femme est morte dimanche, selon le ministère ontarien de la Santé. C'est le premier décès depuis le 30 avril dernier, lorsque deux hommes, de 39 et 72 ans, ont succombé au syndrome respiratoire aigu sévère.

Tous les décès rapportés au Canada jusqu'à ce jour sont survenus dans la région de Toronto. Malgré ce dernier décès, le nombre de cas probables rapportés a diminué de façon importante depuis les deux dernières semaines.

En date d'hier, 19 cas probables de SRAS étaient toujours sous observation, soit deux de moins que dimanche et beaucoup moins que les 31 cas signalés le 3 mai dernier. De plus, 186 personnes atteintes de la maladie ont obtenu leur congé de l'hôpital, comparé à 177, le 3 mai.

Le porte-parole du ministère de la Santé, John Letherby, a refusé de dire si la femme décédée dimanche était une travailleuse de la santé ou une personne reliée à un centre de soins professionnels. « Nous n'irons pas jusque-là, car nous n'avons jamais révélé jusqu'ici ce genre d'informations », a-t-il dit. D'après M. Letherby, la femme faisait partie des trois patients atteints du SRAS dont l'état était jugé critique ou en détérioration. Elle avait été infectée avec le premier groupe de personnes, à la mi-mai, au Scarborough Grace Hospital, situé dans l'est de Toronto.

Retenu à Calgary pour une conférence, le commissaire à la santé publique de l'Ontario, le Dr Colin D'Cunha, n'a pu être joint. Cependant, M. Letherby a indiqué qu'il ne s'attendait pas à un autre décès. Des 19 cas probables de SRAS, seulement deux sont considérés comme étant dans un état critique ou en détérioration, a-t-il ajouté. L'annon-



Ces élèves de Hong-Kong assistent à un cours anti-SRAS.

ce de ce dernier décès survient au moment où les fonctionnaires du ministère de la Santé contestent un rapport voulant qu'un Finlandais atteint de la maladie ait été infecté lors d'un séjour à Toronto.

L'hôpital central de l'Université de Turku a affirmé qu'un test de dépistage du SRAS réalisé jeudi dernier sur le patient s'était avéré positif, confirmant les craintes des médecins. Un autre test similaire effectué une semaine avant s'était pourtant révélé négatif.

Le docteur Pirkko Kotilainen, en charge du malade, n'a pas pu confirmer avec certitude si son patient était atteint du SRAS. Ce qui est étrange dans ce cas, a-t-il mentionné, c'est que l'homme n'a été en contact avec aucun patient atteint du SRAS durant son séjour au Canada.

restent placées en quarantaine. La tendance est moins encourageante à Taiwan, où 27 morts et 207 infections ont été enregistrées, dont 23 hier, le plus grand nombre en une seule journée depuis l'apparition du SRAS dans l'archipel il y a deux mois. (AP)

### La peur fait plus de dégâts

OTTAWA — Des spécialistes disent que la peur du syndrome respiratoire aigu sévère fait plus de dommages que la maladie elle-même, et que la même chose pourrait se répéter avec le virus du Nil occidental. Selon eux, les autorités et les médias devraient faire plus d'efforts pour mettre les nouvelles maladies en perspective. La semaine dernière, les trois principaux magazines américains consacraient leur page couverture au SRAS, bien qu'on n'ait pas rapporté un seul décès de la maladie aux États-Unis. Pour David Ropeik, du Harvard Center for Risk Analysis, le phénomène relève de la

plus élémentaire psychologie humaine. Les gens ont plus peur des nouveaux dangers que de ceux qu'ils connaissent déjà, dit-il. (PC)

### La lingerie en guise de masque

La pénurie de masques chirurgicaux a stimulé le « système D » des habitants d'un village de Taiwan, qui se tournent maintenant vers les bonnets de soutien-gorge pour se couvrir la bouche. Incapables de se procurer le populaire masque dans les boutiques et les pharmacies, des résidents de ce village du sud du pays sont de plus en plus nombreux à utiliser la lingerie féminine pour se protéger de la pneumonie atypique. Tellement que les ouvriers d'une petite usine de soutiens-gorge procèdent eux-mêmes à la fabrication des masques de fortune en séparant les bonnets et en cousant les bretelles. Depuis les deux dernières semaines, Taiwan a fait état de 360 cas de pneumonie atypique. (Reuters)

## Reid s'engage à consulter à l'avenir

La Fédération des commissions  
scolaires donne la chance au coureur

MYLÈNE MOISAN  
MMoisan@lesoleil.com

Pris à partie pour avoir tranché sans s'être adressé au milieu de l'éducation, le ministre Pierre Reid a promis hier au président de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) qu'il entendait désormais être exemplaire en matière de consultation.

« Il a dit qu'il veut beaucoup, beaucoup de consultation », a relaté hier après-midi André Caron, président de la FCSQ, qui s'était braqué la semaine dernière contre la proposition du ministre Reid d'annoncer publiquement ses couleurs sans en avoir d'abord discuté avec les principaux intéressés. Ainsi, c'est par l'entremise des médias que M. Caron a appris que M. Reid entendait reporter d'un an la réforme de l'éducation et aller de l'avant pour introduire l'anglais dès la première année du primaire.

« Nous sommes déçus de constater que le ministre a pris sa décision avant même de nous rencontrer, avait alors déploré M. Caron. Nous ne déclencherons pas une troisième guerre mondiale, mais nous craignons que le report ne soit démobilisant pour nos troupes. »

Hier après-midi, les deux hommes se sont rencontrés pendant plus d'une heure à Québec. La hache de guerre a été enterrée, assure M. Caron. « La ren-

contre a été très positive, le climat était bon. Les choses sont claires, il comprend le partenariat entre les commissions scolaires et le ministère », a-t-il résumé, reconnaissant que le « partenariat » était « parti en glissant ».

M. Caron n'a pas cru bon de semoncer le nouveau ministre pour ses indécisions. « Quand il est entré, il nous a dit qu'il avait lu les journaux », qui faisaient état de la gronde provoquée par l'empressement du ministre. Pour le reste, M. Reid s'est présenté à la rencontre « bien sensibilisé aux dossiers qui nous préoccupent. Il n'avait pas l'air d'arriver d'une autre planète ». Il a, de plus, insisté sur l'importance de respecter les décisions prises par les différents paliers, de la musique aux oreilles du président de la FCSQ.

Parmi les priorités de l'organisme, le financement des coûts de système évalués à 250 millions \$ et divers projets, tel le branchement par fibre optique et le transport scolaire. S'il s'est gardé de prendre quelque engagement que ce soit, le ministre a promis de défendre les préoccupations des commissions scolaires. Une assurance qui a convaincu M. Caron de donner à M. Reid une deuxième chance de faire bonne impression.

Créée en 1947, la FCSQ regroupe 61 commissions scolaires aux quatre coins du Québec.

CRÉDIT COMMUNAUTAIRE

## Les fonds régionaux demandent aux libéraux... ce que le PQ avait promis

MARC LESTAGE  
MLestage@lesoleil.com

Le Réseau québécois du crédit communautaire se retrouve encore une fois devant rien. Après trois années de survie dans des conditions de « précarité excessive », selon la présidente Linda Maziade, le groupe avait réussi à arracher une promesse au PQ à la veille de l'élection. Tout le dossier devra évidemment être réexaminé avec les libéraux.

Entre-temps le Fonds communautaire d'emprunt de Chicoutimi a mis ses trois employés à la porte parce que sa petite caisse est à sec. « C'est le même sort qui attend les 17 autres organisations du réseau », si les fonds qui nous étaient supposément réservés au chapitre de la solidarité sociale ne sont pas dégelés », expliquait la présidente dans une entrevue au SOLEIL, hier.

Selon ce que le Réseau québécois du crédit communautaire a compris, la ministre Lemieux s'était engagée à verser plus d'un million \$ en budget de fonctionnement aux membres du réseau. Ces sommes devaient être puisées dans le budget du Secrétariat d'action communautaire autonome. Or, les crédits gérés par cet organisme, comme plusieurs autres, sont présentement gelés en attendant que le gouvernement Charest établisse ses nouvelles priorités.

D'où la décision du réseau de financement communautaire d'adresser des lettres « réclamant une rencontre d'urgence aux ministres Claude Béchard de l'Emploi et de la solidarité sociale et Michel Audet, du Développement économique régional ».



Linda Maziade

Le réseau a été fondé en 2000. Il regroupe 17 organisations, dont neuf Fonds communautaires d'emprunt et huit cercles d'emprunt implantés dans 11 régions. Ces organismes soutiennent des projets de travail autonome, de petites entreprises individuelles ou collectives en accordant des prêts à partir d'un fonds souscrit par le privé. Les sommes que le réseau réclame du gouvernement serviraient uniquement à financer une partie des frais d'administration des équipes installées dans les communautés.

M<sup>me</sup> Maziade et ses collaborateurs insistent sur le fait que les petites entreprises qui ont été financées sont « de bons payeurs ». Les prêts consentis sont remboursés à hauteur de 95 %, ceci dans un secteur considéré à très haut risque, rappelle M<sup>me</sup> Maziade.

Les initiatives ont permis de créer de façon cumulative plus de 1000 emplois et le travail de réseautage des organismes de crédit avec leur milieu est une constante, rappelle la directrice générale.

## Civic Berlina DX

2003

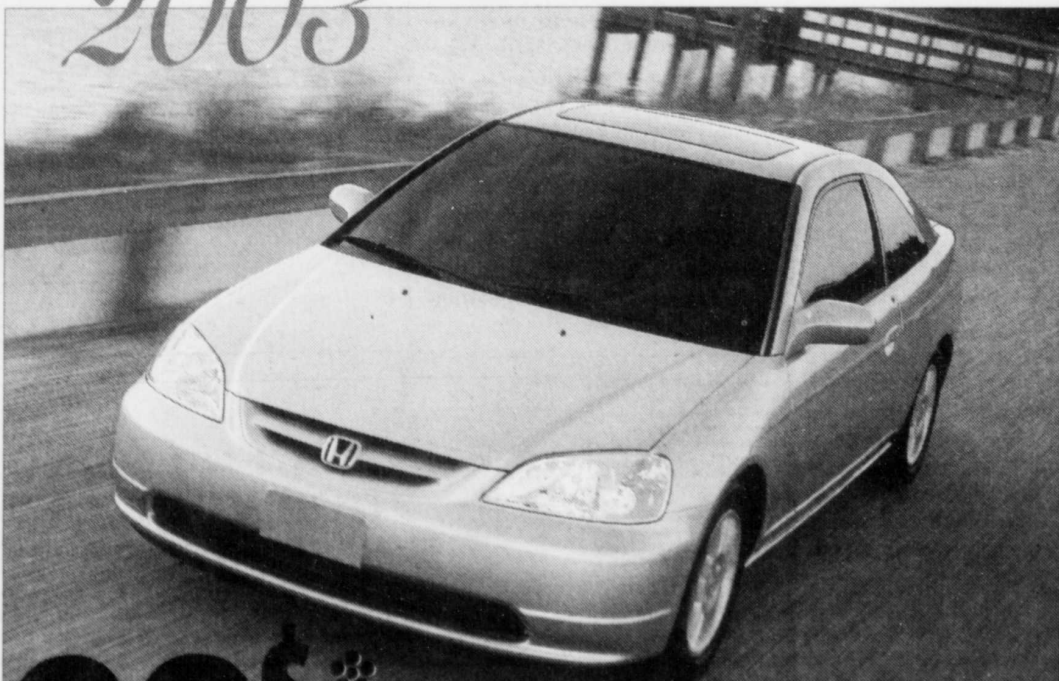


Photo à titre indicatif

198\$<sup>\*\*\*</sup>  
par mois pour 48 mois

0\$ dépôt de sécurité  
taux de location à 4.8%

\* Location-bail par Honda Canada Finance inc. portant sur les Civic berlina DX 2003 (modèle ES1513PK) neuves. Versement initial ou échange équivalent de 15795 ainsi que la première mensualité exigibles à la livraison. Franchise de kilométrage de 96 000 km, 0.125 le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurances et frais d'administration en sus. Offre d'une durée limitée. Sujet à l'acceptation du crédit. Photo à titre indicatif.

Ste-Foy  
lallier

2000, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy  
687-2525  
(boul. Charest Ouest)  
www.lallierstefoy.com



MANNEQUIN  
Place de La Cité  
659-4798



# Un attentat au camion piégé fait 41 morts en Tchétchénie

GROZNY (AFP) — Un attentat suicide visant un bâtiment des forces de l'ordre dans le nord de la Tchétchénie a fait hier plus de 40 morts et plus de 260 blessés, montrant que la situation est loin d'être normalisée dans la république caucasienne, en dépit des affirmations de Moscou.

L'attentat perpétré en milieu de matinée a fait 41 morts, dont 13 femmes et 6 enfants, selon le dernier bilan du ministère des Situations d'urgence qui fait état de plus de 260 blessés.

Plus de 110 personnes ont dû être hospitalisées, dont 57 dans un état très grave. Les recherches se poursuivaient en fin de journée dans les décombres des bâtiments détruits, où pourraient se trouver encore 20 à 30 disparus. L'administration tchétchène a décrété trois jours de deuil.

Parmi les victimes se trouvent des membres locaux du Service fédéral de sécurité (FSB), des policiers tchétchènes et de nombreux civils, a déclaré Sadavdi Aioubov, un policier sur place, interrogé par téléphone par l'AFP.

Un camion bourré d'explosifs, apparemment conduit par trois kamikazes (deux hommes et une femme), a forcé l'entrée d'une zone administrative

dans le bourg de Znamenskoïe et touché un bâtiment du FSB et de la police tchétchène.

Le véhicule a enfoncé à grande vitesse vers 10 h la barrière de l'enceinte, puis a percuté un mur. Les gardes ont ouvert le feu mais n'ont pu l'arrêter», a ajouté le chef du district Soutan Akhmetkhanov.

L'explosion équivalait à une tonne de TNT et a formé un cratère d'une quinzaine de mètres de diamètre et d'environ 5 m de profondeur.

Une dizaine de bâtiments alentour ont souffert, dont plusieurs immeubles d'habitations.

Le président Vladimir Poutine a immédiatement réagi, affirmant que de tels actes visaient à arrêter le processus de règlement politique en Tchétchénie, et appelant le gouvernement à tout faire pour, au contraire, le relancer.

Le Kremlin avait promis, à la veille du référendum constitutionnel organisé le 23 mars en Tchétchénie, une large autonomie pour la république caucasienne et annoncé un partage des pouvoirs entre Moscou et Grozny.

Depuis, rien de concret n'a été proposé. Ce nouvel attentat montre que Moscou, qui maintient quelque 80 000

hommes dans la république rebelle depuis le début de l'intervention en octobre 1999, ne contrôle toujours pas la situation sur le terrain, malgré le processus politique que le Kremlin affirme avoir mis sur les rails avec ce référendum.

«L'idée farfelue du référendum n'a rien donné. Les indépendantistes recourent de plus en plus aux procédés terroristes et sont soutenus par la population, sinon leur résistance ne pourrait se poursuivre», estime l'expert militaire indépendant Pavel Felgenhauer.

En échange du vote pour le référendum constitutionnel, le Kremlin a promis une stabilisation de la situation, la paix et la sécurité pour les Tchétchènes, et le retrait prochain de l'essentiel des troupes fédérales.

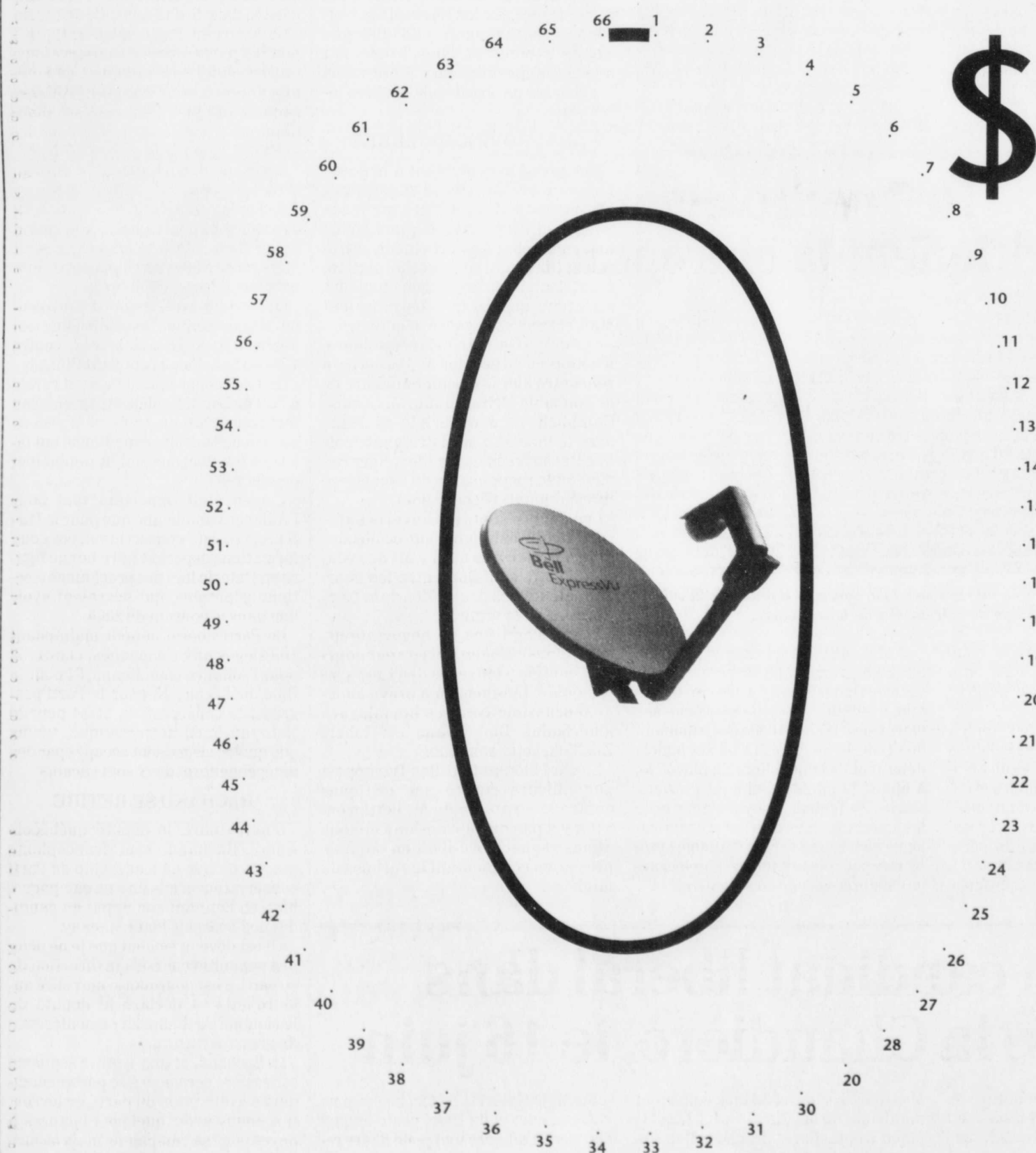
Mais les Russes restent harcelés par les indépendantistes et les disparitions de civils attribuées aux forces russes se poursuivent.

Le représentant du président indépendantiste tchétchène Aslan Mas-khadov, Salamбек Maïgov, a assuré sur la radio Écho de Moscou que Mas-khadov n'était pas impliqué dans l'attentat et condamnait ces méthodes de résistance.



Une rue de l'énorme cratère laissé par l'explosion qui a détruit plusieurs bâtiments.

Pour découvrir le coût actuel de l'installation du système Bell ExpressVu, reliez les points de 1 à 66.



1 87 SOUCOPE  
www.bell.ca/satellite

**Bell**  
ExpressVu

Espace Bell, Dumoulin, CENTRE HI-FI, DRAULT & MARTINEAU, LA CABINE TELEPHONIQUE, FUTURESHOP, RadioShack, STEREO

\* Prix de détail de 199,98 \$ moins 100 \$ de crédits de programmation avec l'abonnement au forfait Ultra 12. Les crédits s'appliquent à raison de 20 \$ par mois pour les cinq premiers mois. Conditionnel à un engagement minimum de 12 mois au service ou des frais de désactivation de 70 \$ seront appliqués. L'installation de base d'une valeur de 99 \$ est offerte gratuitement jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2003 seulement. Offre réservée aux nouveaux abonnés. L'offre d'installation gratuite qui se termine le 1<sup>er</sup> juin 2003 ne s'applique pas aux résidents de condominiums, d'appartements ou d'autres immeubles à logements multiples, ni à la clientèle commerciale. Des frais de réseau mensuels de 2,99 \$, avant taxes, s'appliquent à tous les abonnés depuis le 28 avril 2003. D'autres conditions et restrictions peuvent s'appliquer. Les prix, les forfaits, la programmation et l'offre peuvent être sujets à changements sans préavis. Détails en magasin ou au www.bell.ca/satellite. Bell est une marque de commerce de Bell Canada; ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

## Un rapport met l'accent sur le capital écologique du Canada

OTTAWA (PC) — Le Canada devrait se doter d'indicateurs de développement durable pour faire contrepoids aux statistiques traditionnelles sur la santé économique du pays, recommande un organisme appuyé par le meneur dans la course au leadership libéral, Paul Martin.

«La Table ronde considère que le capital naturel et le capital humain sont aussi importants que le capital financier et qu'ils doivent faire partie des éléments du budget annuel», dit Stuart Smith, de la Table ronde sur l'environnement et l'économie.

Pour aller au-delà du produit intérieur brut (PIB) et de l'indice des prix à la consommation (IPC), M. Smith et son équipe ont mis au point six indicateurs destinés à prendre le pouls de l'environnement et du développement durable au pays.

«À l'heure actuelle, le Canada ne tient pas d'inventaire de ses ressources écologiques», a rappelé M. Smith. Personne ne sait si nos stocks de capital naturel diminuent au détriment de la prospérité des générations qui nous suivront.»

L'organisme propose d'abord des indicateurs sur l'étendue des forêts et des terres humides au Canada. En sachant qu'en 1998, par exemple, 41 % du pays était couvert de forêts, toute diminution de ce pourcentage au cours des prochaines années pourrait servir de signal d'alarme, selon la Table ronde.

Vendraient ensuite des indicateurs sur l'eau douce (22 % des eaux examinées en 2002 étaient en mauvais état, soutient l'organisme), sur la qualité de l'air (le niveau de smog a crû de 3 % en 20 ans) et sur les émissions de gaz à effet de serre (hausse de 16 % depuis 1983).

Mais la Table ronde, créée en 1994 à l'instigation du premier ministre Jean Chrétien, veut aussi tenir compte du capital humain. C'est pourquoi elle propose un sixième indicateur portant sur le niveau de scolarité des citoyens en âge de travailler.

Le Canada peut jouer un rôle de chef de file mondial à cet égard dès maintenant», a estimé M. Smith, qui rêve du jour où les statistiques présenteront un portrait global de la richesse totale et réelle du pays.


C'est Paul Martin qui a donné le feu vert au financement des travaux de la Table ronde sur les indicateurs «verts» en 2000, alors qu'il était ministre des Finances.

En conférence de presse, M. Martin s'est engagé hier à implanter ces indicateurs. «Il faut un système qui nous indique la réalité économique, c'est-à-dire la dégradation ou l'amélioration de l'environnement et de la société dans laquelle l'économie fonctionne», a-t-il affirmé.

Les compressions budgétaires effectuées au milieu des années 1990 ont toutefois rendu difficile la collecte de données environnementales. S'ils devaient être adoptés, ces indicateurs seraient mesurés par Statistique Canada et le ministère de l'Environnement.





CHEVROLET  CAVALIER

**La Cavalier 2003 de Chevrolet redessinée.  
Nouveau moteur de 140 chevaux plus puissant.**

**Cavalier VL de Chevrolet**

**Location**

**158 \$/mois\***  
Terme de 48 mois  
Transport et préparation inclus  
Taxes en sus

0,5% de financement†

Dépôt de sécurité et  
première mensualité payés par GM\*

**Achat**

**256 \$/mois\*\***  
Terme de 60 mois  
Transport et préparation inclus  
Taxes en sus

0% de financement††

**0\$ comptant\*\***

- Moteur ECOTEC plus puissant, offrant une meilleure économie d'essence
- Extérieur et intérieur nouvellement redessinés • Plus grande maniabilité
- Garantie 5 ans/100 000 kilomètres sans franchise sur le groupe motopropulseur
- 2 sacs gonflables à déploiement adapté • Banquette arrière à dossier rabattable divisé 60/40 • Roues de 14 po avec enjoliveur • Système antivol PASSlock
- Ancrages pour siège d'enfant • Tachymètre



**Vos concessionnaires  
du Québec**

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquent au modèle neuf 2003 en stock suivant : Cavalier VL (1JC69/K7A). Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits payables à la livraison. \* Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial de 2424\$ ou échange équivalent. À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ du km après 80 000 km. Premier versement mensuel (taxes incluses) et dépôt de sécurité payés par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. \*\* Paiements mensuels basés sur un terme de 60 mois sans versement initial. À l'achat, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance, droits et taxes en sus. Aucun versement initial requis. † Taux de financement à la location de 0,5% disponible pour des termes allant jusqu'à 48 mois. †† Paiements mensuels basés sur un terme de 60 mois sans versement initial. À l'achat, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance, droits et taxes en sus. Aucun versement initial requis. ††† Taux de financement à l'achat de 0% disponible pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumalées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

**Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.**



## AUBERGE GRAND-MÈRE Chrétien accusé de camouflage

### L'affaire refait surface au Parlement

LOUISE ELLIOTT  
Presse canadienne

OTTAWA — Le premier ministre Chrétien a dû se défendre hier contre de nouvelles allégations de camouflage dans ce qu'on avait coutume d'appeler l'affaire de l'Auberge Grand-Mère.

Une directrice de banque a dit à la Gendarmerie royale du Canada que sans l'intervention de M. Chrétien, l'Auberge Grand-Mère, qui connaissait des problèmes financiers, n'aurait jamais reçu un prêt de 615 000 \$. Or les agents de la GRC qui ont enregistré, en 2001, cette déclaration de France Bergeron, directrice de la succursale de Trois-Rivières de la Banque de développement du Canada, ne l'ont jamais rendue publique.

Ses propos ont fait surface lors d'un contre-interrogatoire récent en Cour supérieure de l'Ontario, mené par un avocat du quotidien *National Post*. La GRC exige que le *Post* remette des documents ayant fait l'objet d'une fuite pour pouvoir s'en servir dans une enquête en cours.

L'opposition laisse entendre que la GRC et le gouvernement auraient voulu camoufler l'affaire. Seule une partie de cette déclaration, selon laquelle les procédures normales auraient été suivies, a été mentionnée publiquement par la GRC dans ses déclarations publiques relatives à l'enquête sur la BDC, a souligné hier le chef conservateur Joe Clark.

#### CONFLIT D'INTÉRÊTS

Au cours de la campagne électorale de 2000, M. Chrétien s'est retrouvé sur la sellette après avoir admis qu'il avait communiqué avec le président de la BDC pour le compte du propriétaire de l'hôtel, à propos du prêt. M. Chrétien a téléphoné à François Beaudoin pour encourager l'institution fédérale à prêter l'argent à son ami, l'hôtelier Yvon Duhaime, de Shawinigan, même si la BDC lui avait déjà refusé un tel prêt.

L'opposition a avancé que M. Chrétien était en conflit d'intérêts parce qu'on lui devait encore de l'argent pour des intérêts qu'il avait vendus dans un terrain de golf adjacent à l'hôtel. M. Chrétien avait rétorqué qu'il n'avait fait que son travail de député de la circonscription de Saint-Maurice.

Hier, le leader de l'Alliance canadienne, Stephen Harper, a demandé à M. Chrétien s'il avait profité directement du prêt. « Je n'ai jamais reçu un cent de cette compagnie de toute ma vie. Pas un cent », a-t-il répondu en Chambre. Il ajoutait que la question a été examinée par le conseiller en éthique et par la police, que certains documents avaient été classés confidentiels et que certains ne voulaient pas les remettre à la police pour qu'elle complète son enquête.

Le premier ministre faisait allusion à un document « coulé » au *National Post*, qui montrait que l'Auberge Grand-Mère devait présumément 23 000 \$ à la société de M. Chrétien au moment où celui-ci effectuait ses démarches pour le compte de l'hôtel.

## Québec sympathise avec Terre-Neuve

■ MONTRÉAL — Le nouveau gouvernement du Québec dit éprouver une sympathie naturelle pour les volontés de Terre-Neuve-et-Labrador de renégocier son union avec le reste du Canada en raison de la gestion fédérale des pêches. En entrevue à *La Presse*, le ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, avoue que même s'il n'envisage aucune réouverture de pourparlers constitutionnels, son gouvernement pourrait appuyer le premier ministre Roger Grimes dans sa tentative de reprendre du contrôle de l'industrie des pêches. (PC)

## Déficit de 600 000 \$ pour l'ADQ

MONTRÉAL — Un mois après l'élection du 14 avril, l'Action démocratique du Québec fait état d'un déficit de 600 000 \$. Michel Lalonde, du comité exécutif de l'ADQ, a confirmé à *La Presse* le montant du déficit accumulé au national. Mais il reste encore des factures à venir. Ainsi, les comptes ne sont pas tous rentrés dans 54 circonscriptions, de sorte que l'on s'attend à ce que ce déficit grimpe à 850 000 \$. Le comité exécutif du parti a par ailleurs décidé de convoquer un conseil général extraordinaire le 14 juin à Trois-Rivières où l'on reviendra sur le déroulement de la campagne électorale. (PC)



Philippe Lucas, victime d'hépatite, participait hier à une conférence de presse du club *Passion*. Ce groupe estime que la décriminalisation de petites quantités de mari pourrait forcer encore la production de drogue à des fins médicales. Or, le coût du cannabis médical est plus proche de celui de l'or que de celui des tomates, protestent-ils.

## DÉCRIMINALISATION DE LA MARI Cauchon s'explique aux É.-U.

JEAN-FRANÇOIS NÉRON  
JFNéron@lesoleil.com

Le ministre de la Justice, Martin Cauchon, amorce aujourd'hui le sprint final devant mener à la présentation, souhaitée jeudi aux Communes, du projet de loi en matière de décriminalisation de la marijuana. Après s'être entretenu avec ses collègues, le ministre Cauchon s'envolera vers Washington pour y rassurer le procureur général des États-Unis, John Ashcroft.

« Nous aurons une dernière discussion sur le sujet, mais je ne suis pas inquiet sur l'accueil que mes collègues réserveront au projet de loi. » C'est ainsi que le ministre Cauchon, de passage à Saint-Romuald hier, a résumé la confiance qui l'habite en ce qui a trait à l'approbation finale du projet de loi par les membres du Conseil des ministres du gouvernement Chrétien.

« Les discussions de fond ont déjà eu lieu lors de rencontres antérieures. Aujourd'hui, c'est davantage une formalité », dit-il encore.

À la suite de cette dernière rencontre qui autorisera la présentation du projet de loi en Chambre, M. Cauchon visitera nos voisins du sud qui entretiennent de nombreuses réserves quant aux effets de la loi, notamment au chapitre de la fluidité du trafic entre les frontières parce que, disent les Américains, les douaniers vérifieront davantage les personnes en provenance du Canada pour éviter de faire entrer trop facilement du « pot canadien ».

Martin Cauchon insiste. « Je vais les informer du projet de loi, tout simplement », tentant de dissiper l'impression que peut dégager une telle visite. Comme si le gouvernement canadien recherchait la bénédiction de l'Oncle Sam.

« Je vais dire à M. Ashcroft ce que j'ai déjà dit, explique M. Cauchon. Le projet de loi vise à resserrer l'état sur les trafiquants et les producteurs de cannabis. »

Selon certaines sources, le projet de loi rendra plus sévères les peines pour les trafiquants et s'attaquera à réduire les opérations illégales de production de marijuana.

Hier, aux Communes, le ministre a d'ailleurs rappelé que le gouvernement n'avait nullement l'intention de légaliser la marijuana. « Lorsque nous parlons de stratégie nationale sur les drogues, nous parlons d'investissements en recherche et d'une meilleure application de la loi. Le message que nous voulons envoyer aux Canadiens, c'est que l'usage des drogues est illégal. »

La possession simple, qui serait établie à moins de 15 grammes, demeurera inscrite au Code criminel. À la différence que l'individu se faisant prendre « la main dans le sac » ne se retrouvera pas avec un casier judiciaire, mais recevra plutôt une amende.

Les informations obtenues laissent croire que le ministre Cauchon souhaite présenter ce projet de loi dès jeudi. Toutefois, il n'a pas voulu, hier, confirmer ces dires. Chose certaine, le premier ministre Jean Chrétien avait déjà mentionné que le projet de loi devrait être déposé avant la fin des travaux du printemps. (Avec PC)

# Si vous faites des affaires, alors faites-en une bonne.

## Internet Haute Vitesse illimité d'affaires

Sur le marché de l'Internet Haute Vitesse d'affaires,

il existe aujourd'hui beaucoup

d'offres, et il est devenu difficile

de faire le bon choix. Il faut

d'abord choisir un partenaire

fiable, il faut ensuite être

certain de bénéficier d'un

accès Internet illimité en

temps de connexion, mais

aussi en volume de données

transférées. Avec TELUS Québec,

pas de mauvaise surprise, pas de

supplément : tout est inclus. De plus,

Les 3  
premiers mois à  
**22,95 \$**  
par mois\*

vous profitez de l'activation gratuite\*\*,

du modem inclus, et en prime, d'une

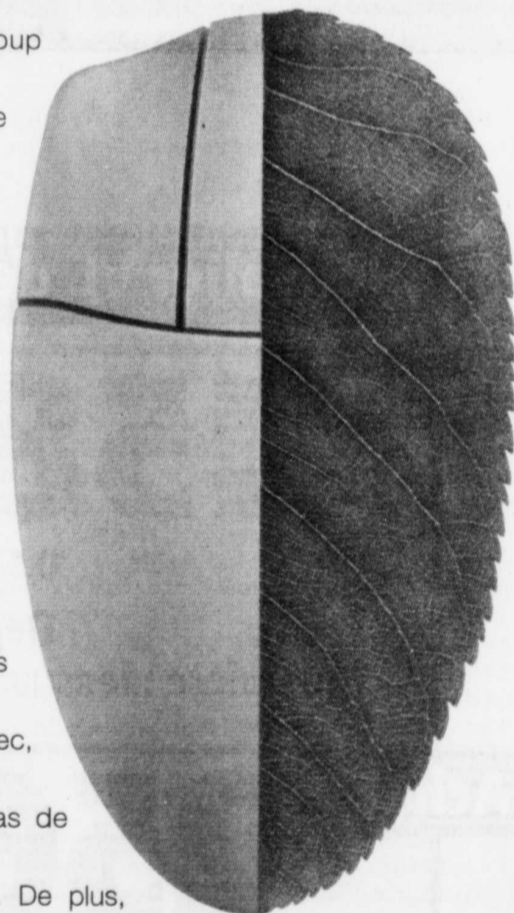
carte prépayée parlez&naviguez<sup>MD</sup> d'une

valeur de 20 \$... ça c'est une bonne affaire!

Alors abonnez-vous dès maintenant.

1 888 399-1555

www.telusquebec.com/hautevitesse7



#### NOTRE SOLUTION D'AFFAIRES

Volume de transfert de données illimité  
Vitesse de transfert jusqu'à 1,5 Mbps  
Adresses de courriel incluses 5  
Accès Internet régulier 60 h gratuites  
Location du modem inclus

**TELUS**<sup>MD</sup>  
le futur est simple\*

#### NOS AGENTS AUTORISÉS :

##### QUÉBEC

Telecom Services Conseils  
(418) 661-3934

Le Courtier Télécom  
(418) 521-4456

##### CHICOUTIMI

R. Perron R/S inc.  
(418) 542-3871

##### TROIS-RIVIÈRES

St-Maurice Intercom et  
Téléphone  
(819) 375-7766

##### DRUMMONDVILLE

Drummond InfoPlus  
(819) 478-0994

##### SHERBROOKE

Extratel Communications  
d'affaires  
(819) 843-6611

##### MONTRÉAL

L.D.S. Communications  
(514) 737-1833

ClearMatrix  
(514) 904-5012

TELEFAX COMMUNICATION  
(514) 376-9000

##### ACCESS Technologies

en Télécommunications  
(514) 340-1161

Disponible là où la technologie le permet. Certaines conditions s'appliquent. Les prix et les produits sont sujets à changements sans préavis. Entente minimale d'un an. \* Le tarif régulier (taxes en sus) entrera en vigueur le 4<sup>ème</sup> mois. \*\* L'activation gratuite ne comprend pas les branchements ni la configuration de l'ordinateur. L'offre prend fin le 31 juillet 2003. Promotion applicable aux nouveaux abonnements seulement. Livraison postale de la carte prépayée parlez&naviguez<sup>MD</sup> : aller 6 à 8 semaines.

## LE MONDE

EN BREF

ÉTATS-UNIS

## Plagiat à Boston

■ NEW YORK — Le journaliste du *New York Times* ayant démissionné pour plagiat et falsifications, Jayson Blair, 27 ans, est soupçonné d'avoir fait de même dans un autre grand quotidien de la côte Est. Dans son édition d'hier, le *Boston Globe* écrit que « des doutes sont apparus à propos des quelques articles que Blair a rédigés pour le *Globe* alors qu'il était pigiste, fin 1998 et début 1999, juste avant d'être engagé par le *New York Times*, et lors de stages d'été en 1996 et 1997 ». Le journal cite plusieurs personnes qui, interrogées, ont assuré que les phrases qui leur avaient été attribuées par Jayson Blair n'avaient pas été prononcées à son intention mais à celle d'autres journalistes, et donc a priori recopiées sans attribution par M. Blair. (AFP)



Le journaliste Jayson Blair

■ JÉRUSALEM (AP et AFP) — Alors que la visite en Israël du secrétaire d'État américain Colin Powell s'est achevée hier sans résultats tangibles, l'État hébreu a totalement bouclé la bande de Gaza, où trois Palestiniens ont été tués par l'armée. Mais le premier ministre israélien Ariel Sharon et son homologue palestinien Mahmoud Abbas doivent se rencontrer vendredi, pour le premier entretien à ce niveau depuis trois ans.

IRLANDE

## La taupe scandalise

■ BELFAST — Dublin s'est joint hier au mouvement républicain irlandais, en désarroi, pour exiger, hier, des explications du gouvernement britannique après les révélations sur la présence d'une « taupe » au sein de l'IRA, l'armée clandestine qui fit trembler Londres dans les années 80 et 90. « Ces allégations sont extrêmement sérieuses » pour le processus de paix, a souligné Gerry Kelly, député local du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA. Cette affaire « sera au menu des discussions entre les diplomates britanniques et irlandais » sous 48 heures, a assuré de son côté un diplomate irlandais chargé de l'Ulster. (AFP)

HAÏTI

## Importateur d'armes

■ PORT-AU-PRINCE — Un missionnaire protestant américain, James White Glenn, a été arrêté en fin de semaine dernière par la police dans la ville des Gonaïves pour importation illégale d'armes. Le missionnaire a été arrêté au moment où il dédouanait un conteneur venant des États-Unis pour la mission qu'il dirige et qui contenait notamment un fusil M-16, un revolver, de la poudre noire et un appareil pour fabriquer des munitions. Le missionnaire réside au Cap-Haïtien depuis trois ans et y possède son domicile qui a été perquisitionné. (AFP)

FRANCE

## Policier mordu

■ VERSAILLES — Un homme de 19 ans a été condamné hier à Versailles, près de Paris, à 10 mois de prison, dont cinq avec sursis, pour avoir mordu un policier à la jambe dans un commissariat. Samedi, alors qu'il était en garde à vue, il avait refusé de retirer ses chaussures à lacets avant de pénétrer dans sa cellule et avait mordu jusqu'au sang au mollet et au tibia le policier qui l'accompagnait. Examiné à l'hôpital, le policier a bénéficié d'un arrêt de travail de neuf jours et devra se soumettre, deux fois dans les six prochains mois, à un dépistage de maladies infectieuses. (AFP)

## Échec de Powell au M.-O.

■ JÉRUSALEM (AP et AFP) — Alors que la visite en Israël du secrétaire d'État américain Colin Powell s'est achevée hier sans résultats tangibles, l'État hébreu a totalement bouclé la bande de Gaza, où trois Palestiniens ont été tués par l'armée. Mais le premier ministre israélien Ariel Sharon et son homologue palestinien Mahmoud Abbas doivent se rencontrer vendredi, pour le premier entretien à ce niveau depuis trois ans.

M. Powell a poursuivi sa tournée au Moyen-Orient par une visite en Égypte, qui a proposé son aide à Washington dans les discussions entre Israéliens et Palestiniens, mais refuse d'en exclure Yasser Arafat. « Nous continuons de le reconnaître comme le dirigeant du peuple palestinien », a lancé le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Maher, à M. Powell.

George W. Bush avait exclu de traiter avec Arafat, accusé d'être impliqué dans le terrorisme contre Israël, le président de l'Autorité palestinienne était absent dimanche des discussions en Cisjordanie entre Colin Powell et le premier ministre palestinien Mahmoud Abbas, auquel a été présentée la « feuille de route » pour la paix élaborée par les États-Unis, l'ONU, l'Union européenne et la Russie. Elle prévoit la création d'un État palestinien d'ici à 2005.

Ariel Sharon, lors de ses entretiens dimanche avec M. Powell, s'est bien

gardé d'approuver ce plan. L'État hébreu, a-t-il averti, ne transigera pas en matière de sécurité. Par ailleurs, selon le quotidien israélien *Yediot Ahronot*, le chef du gouvernement a exprimé son opposition sur un des éléments clés de la « feuille de route », à savoir geler complètement la construction de colonies juives d'implantation. M. Powell a déclaré que les discussions allaient se poursuivre sur ce sujet avec Ariel Sharon, attendu la semaine prochaine à Washington.

Le secrétaire d'État américain, qui devait se rendre hier soir à Amman en Jordanie puis aujourd'hui en Arabie Saoudite, espère que la rencontre prévue entre Ariel Sharon et Mahmoud Abbas permettra d'enregistrer des progrès.

Selon le ministre israélien des Affaires étrangères Silvan Shalom, Ariel Sharon et Mahmoud Abbas doivent se rencontrer vendredi. D'après le ministre palestinien de l'Information, Nabil

Amr, les préparatifs de la rencontre ne sont pas encore terminés. « Nous voulons que cet entretien se termine par des résultats politiques concrets », a-t-il dit. Le dernier entretien à ce niveau remonte à 2000, quand Ehoud Barak, alors premier ministre israélien, s'était entretenu avec Yasser Arafat.

Les Palestiniens ont exprimé leur déception devant le manque de résultats de la visite du secrétaire d'État américain. « M. Powell est venu sans réponse positive des Israéliens et c'est bien malheureux », a déploré le ministre palestinien Saeb Erekat. Ahmed Maher a également critiqué le chef du gouvernement israélien pour ne pas avoir donné son aval au plan de paix. « Le mot accepter n'est pas un gros mot », a-t-il lancé.

## LA PALESTINE REBOUCLÉE

À l'occasion de la visite de M. Powell, l'État hébreu avait levé le bouclage de la Cisjordanie et de Gaza, autorisant plusieurs milliers de Palestiniens à revenir travailler en Israël. À la suite d'alertes sur des préparatifs de « 50 attentats », l'armée a de nouveau bouclé les lieux. Ce bouclage touche notamment 15 000 Palestiniens qui travaillent en Israël. Pour 10 000 ouvriers palestiniens de Cisjordanie ce droit est maintenu.

Le bouclage interdit aussi aux étrangers, à l'exception des diplomates, toute entrée ou sortie du territoire côtier palestinien. C'est la première fois depuis longtemps que cette interdiction de déplacement frappe également les étrangers, journalistes compris.

« On n'avait jamais connu ça », a noté Paul McCann, porte-parole de l'UNWRA, l'agence onusienne d'aide aux réfugiés palestiniens. Ces restrictions interviennent après l'attentat qui a tué trois Israéliens le 30 avril à Tel Aviv, perpétré par deux kamikazes d'origine britannique ayant transité par Gaza.

Le territoire palestinien a fait l'objet hier matin d'une nouvelle incursion de l'armée israélienne, à Rafah, près de la frontière égyptienne. Les soldats appuyés par des blindés et des hélicoptères ont tué deux Palestiniens armés, selon les services de sécurité locaux. Tsahal explique pour sa part que les deux hommes ont trouvé la mort en tentant de poser des bombes. Cinq bâtiments dissimulant des entrées de souterrains utilisés pour des trafics d'armes ont par ailleurs été détruits. Dans le camp de réfugiés voisin de Khan Younés, les soldats ont tué un agriculteur palestinien qui travaillait dans un champ à proximité d'un poste militaire israélien, ont rapporté des témoins.

## Paul Bremer s'installe tandis que Jay Garner quittera l'Irak sous peu

■ BAGDAD (d'après AFP) — Le nouvel administrateur en chef américain en Irak Paul Bremer a pris ses fonctions hier à Bagdad, tandis que la ville sainte chiite de Najaf (centre) faisait un accueil triomphal à l'ayatollah Mohammad Baqer Hakim, rentré samedi en Irak après 23 d'exil en Iran.

Le Commandement central américain (CENTCOM) a par ailleurs annoncé la capture de l'ex-directrice du programme biologique militaire irakien, le docteur Rihab Rashid Tahaé Al-Azzawi.

Le retour de l'ayatollah Hakim en Irak est suivi de près par Washington où il est considéré dans certains milieux comme un outil aux mains de l'Iran. Dimanche, il avait une nouvelle fois appelé ses sympathisants à rejeter tout « gouvernement imposé » et à ne pas craindre l'armée américaine. « Nous n'avons peur ni de l'Amérique, ni de l'Angleterre », a-t-il déclaré.

S'adressant à des dizaines de milliers de ses partisans rassemblés en fin d'après-midi à Najaf, il a rappelé : « Nous voulons l'indépendance. Nous ne brandissons pas nos fusils, mais nous parlons, nous manifestons et nous travaillons ensemble pour obtenir un gouvernement irakien ».

Au Caire, le secrétaire d'État américain Colin Powell a estimé que l'émergence d'un gouvernement islamiste en Irak ne serait pas « dans l'intérêt du peuple d'Irak ou de ses voisins ».

Pour sa part, Paul Bremer a fait une brève escale hier matin à Bassora, la deuxième ville d'Irak actuellement sous contrôle britannique et dont la population est à majorité chiite. « C'est un défi merveilleux que d'aider les Irakiens à reconquérir leur pays après un régime despotique », dit-il.

Il était accompagné du chef d'état-major interarmées américain Richard Myers et du général à la retraite Jay Garner, en compagnie de qui il s'était

rendu auparavant au Qatar et au Koweït. M. Bremer a été nommé il y a une semaine au poste d'administrateur civil en chef de l'Irak par le président George W. Bush, au moment où l'administration américaine en Irak était sous le feu de la critique pour la lenteur de ses efforts de reconstruction.

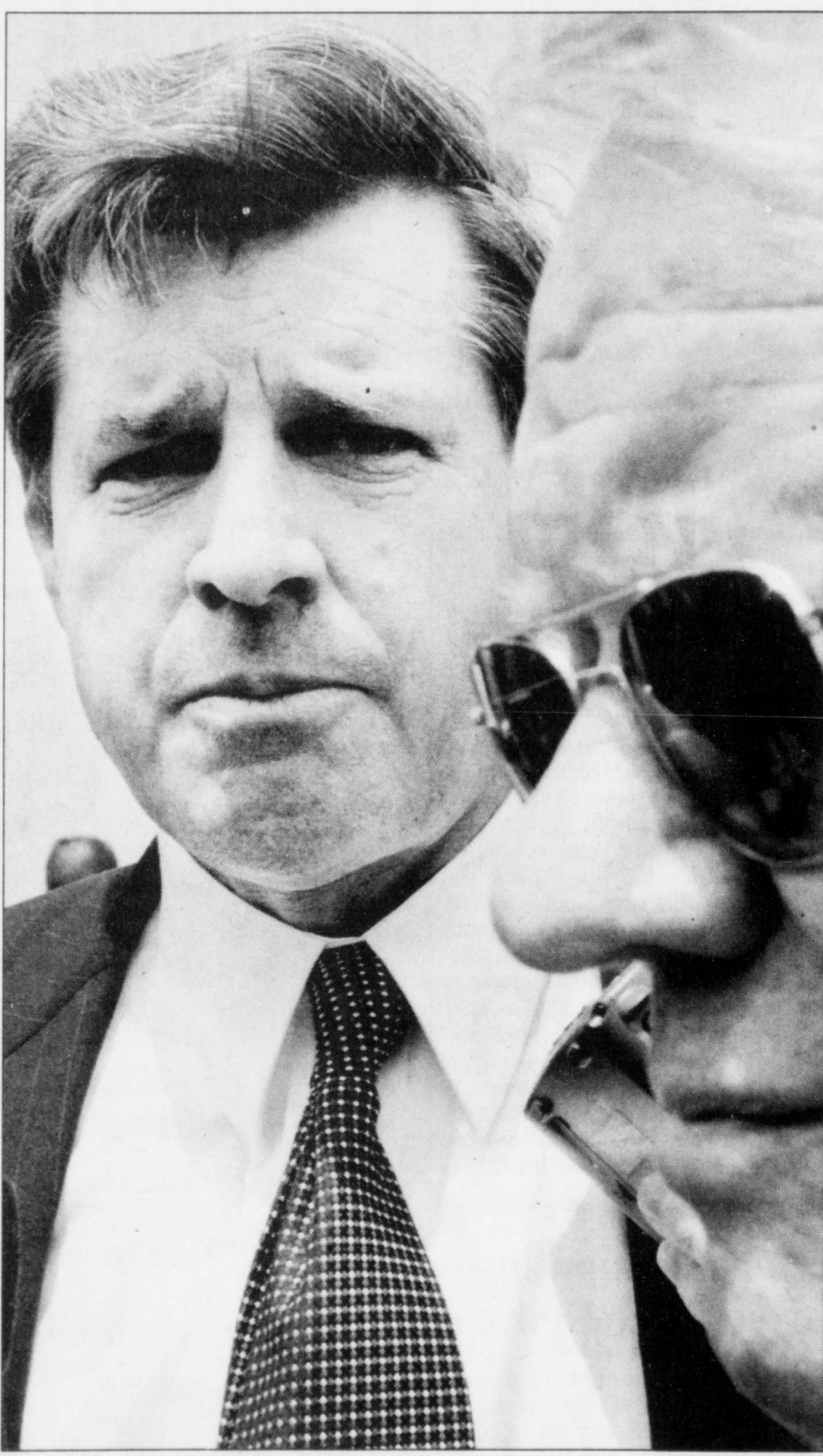
Débarrassée depuis plus d'un mois du régime de Saddam Hussein, la capitale irakienne souffre d'une vacance de pouvoir et ses rues sont livrées à des bandes armées qui sèment la terreur parmi la population.

L'équipe de reconstruction a connu dimanche un remaniement avec le départ de la responsable pour le centre de l'Irak, Barbara Bodine, dont le limogeage annonce, selon le *Washington Post*, celui de Jay Garner, dans un délai d'un mois.

À Bagdad, le CENTCOM a indiqué que l'Irakien Mohamed Mohsen Zoubaidi, détenu depuis deux semaines pour s'être autoproclamé « gouverneur » de Bagdad, avait été libéré, ayant renoncé à ses prétentions et « affirmé son soutien à la coalition ».

Par ailleurs, le chef du Congrès national irakien, Ahmed Chalabi, a affirmé au quotidien arabe *Asharq Al-Awsat* qu'à la connaissance de ses services, Saddam Hussein était toujours en vie et se trouvait en Irak, avec ses fils Oudai et Qoussai.

Enfin, la Maison-Blanche a évoqué hier l'existence d'un deuxième camion découvert en Irak qui aurait servi de laboratoire mobile pour la fabrication d'armes chimiques et biologiques.



Le nouvel administrateur américain en Irak, Paul Bremer, et l'ancien, Jay Garner.

## Blair perd une nouvelle figure de son cabinet à cause de l'Irak

■ LONDRES (d'après AFP) — La ministre britannique du Développement international, Clare Short, a démissionné hier, accusant le premier ministre travailliste Tony Blair de ne pas avoir respecté les promesses qu'il lui avait faites concernant un mandat de l'ONU dans la reconstruction de l'Irak.

Deux mois après la démission retentissante de Robin Cook, ministre des Relations avec le Parlement et incarnation du Labour traditionnel, M. Blair perd l'une des dernières figures de gauche de son gouvernement centriste, en raison de sa gestion de la crise irakienne.

Passionnée par la lutte contre la pauvreté, M<sup>me</sup> Short avait donné à son ministère, qu'elle occupait depuis l'accession des travaillistes au pouvoir en 1997, une aura qu'il n'avait jamais eue auparavant, obtenant un budget quatre fois plus important que celui du Foreign Office.

Opposée depuis des mois à la guerre en Irak, M<sup>me</sup> Short a justifié sa démission en expliquant que M. Blair et son ministre des Affaires étrangères, Jack Straw, avaient trahi les promesses qu'il lui avaient faites sur un rôle central de l'ONU dans l'Irak d'après-guerre. Justifiant son départ devant la Chambre des communes, l'ex-ministre a lancé une attaque en règle contre le gouvernement Blair, qui selon elle est en train de répéter les « erreurs » commises avant la guerre.

« En particulier, le mandat de l'ONU nécessaire pour donner le jour à un gouvernement irakien légitime n'est

pas soutenu par le gouvernement britannique », a-t-elle déclaré devant des députés surpris.

Ce gouvernement « soutient les É.-U. en essayant de tyranniser le Conseil de sécurité pour qu'il adopte une résolution qui donne à la coalition le pouvoir d'établir un gouvernement ».

irakien et de contrôler l'utilisation du pétrole pour la reconstruction, avec seulement un rôle mineur pour l'ONU ». L'ONU discute depuis vendredi d'un projet de résolution américain visant à lever les sanctions contre l'Irak et à donner aux forces d'occupation le contrôle de son économie.



Clare Short

## Flics et politiciens français protégeaient un tueur en série

PARIS (d'après AFP) — Le tueur en série le plus célèbre de France, Patrice Alègre, bénéficiait de la protection de la police, d'hommes politiques et de magistrats de la ville de Toulouse auxquels il procurait des femmes et de la drogue, selon la presse française.

C'est le résultat d'une enquête d'une cellule spéciale de la police, Homicide 31, créée en 2000 pour étudier 191 dossiers de meurtres non élucidés ou douteux, commis dans la région de Toulouse, rapportait hier les quotidiens *Le Monde* et *Libération*, le jour où la justice s'intéresse à ce tueur en série.

Patrice Alègre, 34 ans, arrêté en 1997 et condamné l'an dernier à la prison à perpétuité pour cinq meurtres et inculpé pour quatre autres, aurait été le rabatteur de prostituées pour les soirées de notables toulousains au début des années 1990, selon les informations des deux quotidiens.

En échange des services rendus, Patrice Alègre bénéficiait d'une protec-

tion au plus haut niveau. Plusieurs de ses meurtres ont été présentés par les enquêtes policières de l'époque comme des suicides et ces enquêtes avalisées par la justice.

Cependant, depuis 2000, la cellule spéciale Homicide 31, qui a interrogé plusieurs prostituées de la région, évalue à une trentaine le nombre de meurtres qui peuvent être attribués à Alègre, selon *Le Monde*. Ce journal publie le témoignage de l'une d'elles, qui a été obligée à regarder Alègre pendant qu'il battait et étranglait une de ses collègues, Line Galbardi, dans un hôtel de Toulouse en 1992, pour faire un exemple dans le milieu.

Selon de multiples témoignages, Alègre donnait quelque 200 SCAN par semaine et par fille à trois inspecteurs de la brigade de la répression du proxénétisme, pour qu'elles puissent travailler en paix, et qui prévenaient Alègre quand ces femmes se plaignaient de leur souteneur.

# De la bombe radiologique à Seattle à la peste pneumonique à Chicago, les É.-U. apprennent à faire face au terrorisme

■ SEATTLE (d'après AFP) — L'explosion simulée d'une bombe radiologique dans un décor planté sur un terrain vague de Seattle, dans le nord-ouest des États-Unis, a donné hier le coup d'envoi, en direct sur les chaînes de télé, d'une semaine d'exercices antiterroristes à travers le territoire américain.

Dans le cadre d'un scénario-catastrophe de 200 pages, deux attentats fictifs ont été « programmés » à quelque 2700 km de distance, dans deux grandes métropoles américaines, Seattle et Chicago.

Ces manœuvres civiles, dignes d'une mise en scène hollywoodienne avec des milliers de figurants, ont commencé avec « l'explosion » simulée d'une bombe radiologique près de Seattle hier, peu après midi.

À l'aide de panneaux et d'encarts publicitaires, les autorités ont fait de leur mieux pour informer la population de la tenue de ces manœuvres et éviter une panique générale.

L'engin, une bombe conventionnelle associée à un matériau radioactif, est censé disséminer un nuage de particules faiblement radioactives sur la ville et provoquer la mort d'au moins une

centaine de personnes à proximité de l'attentat.

Une certaine confusion semble avoir marqué le début de l'exercice, les pompiers mettant plus de 20 minutes avant d'intervenir et d'éteindre deux véhicules en feu. Des volontaires, simulant des passagers de bus blessés par l'explosion, ont dû patienter avant d'être traités et évacués.

Les équipes de secours ont mis aussi près d'une demi-heure pour s'apercevoir de la présence de radiation sur les lieux et se retirer, selon des images des chaînes de télévision.

Dans les heures à venir, à Chicago cette fois, des centaines de volontaires, présentant des symptômes proches de la grippe, devraient commencer à affluer dans les hôpitaux de la ville. Conformément au scénario, des terroristes ont « lâché » au cours du

week-end des germes de peste pneumonique sur la ville.

Aussitôt, le personnel médical tentera d'enrayer l'épidémie, tandis que les services secrets et la police se sont déjà mis en chasse pour identifier, retrouver et arrêter les auteurs de ces attaques simultanées.

À la Maison-Blanche, le secrétaire à la Sécurité intérieure, Tom Ridge, devait garder à tout moment le président Bush informé de la situation.

La semaine dernière, le « Monsieur Antiterrorisme » américain avait pris soin de préciser qu'ils étaient fondés sur une « situation hypothétique » reflétant des menaces considérées comme « plausibles » depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Surtout que, pour ajouter au chaos et à la surprise, ces exercices devaient également être agrémentés de petits imprévus, dont le crash simulé d'un avion de ligne, jeudi, à Chicago. « Les gens doivent comprendre que ces exercices sont absolument nécessaires pour que nous soyons prêts en cas d'attentat réel », a souligné le dg des services d'urgence de Chicago.



Des observateurs circulent non loin d'une voiture en flammes à Seattle, au tout début, hier, d'une semaine de simulation d'actes terroristes aux États-Unis.

## LA POPULARITÉ A UN PRIX. ET EN CE MOMENT, IL EST BAS.

Echo

**169\$**

0\$ dépôt de sécurité  
par mois / location 60 mois\*  
Transport et préparation inclus  
Comptant de 1578\$  
Mensualité de 198,59\$  
avec 0\$ de comptant

À partir de  
**14 025\$\***



Corolla

**229\$**

0\$ dépôt de sécurité  
par mois / location 48 mois\*  
Transport et préparation inclus  
Comptant de 441\$  
Option 0\$ comptant  
également disponible à la location

À partir de  
**15 290\$\***



Camry LE

**289\$**

0\$ dépôt de sécurité  
par mois / location 48 mois\*  
Transport et préparation inclus  
Comptant de 3670\$  
Option 0\$ comptant  
également disponible à la location

À partir de  
**24 800\$\***

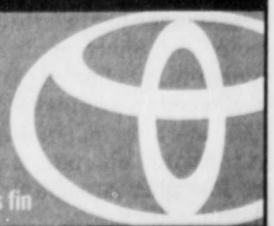


Votre nouvelle Toyota ne part jamais sans un plein réservoir d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

Votre concessionnaire [www.toyota.ca](http://www.toyota.ca)

**TOYOTA** Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada Inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. \*Offres de location au détail valables sur les modèles Echo 2003 (BT123M AA), Corolla 2003 (BR32EM AA) et Camry LE 2003 (BE32KP AA) neufs en stock. Première mensualité de 194,39\$ (Echo 2003), 228,43\$ (Echo 2003 avec option 0\$ comptant), 263,41\$ (Corolla 2003), 332,43\$ (Camry LE 2003), taxes incluses et offre de 0\$ dépôt de sécurité sur tous les modèles Echo, Corolla et Camry 2003 neufs en stock à la location, exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7\$ (Echo et Corolla) et 10\$ (Camry LE) du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. \*\*PDSF pour les modèles Echo 2003 (BT123M AA), Corolla 2003 (BR32EM AA) et Camry LE 2003 (BE32KP AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. \*\*Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000\$ de remise) peut différer selon le modèle. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 31 mai 2003. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

**TOYOTA**  
un coup de cœur sans fin



# LA CAPITALE ET SES RÉGIONS



L'architecte paysagiste André Plante a conçu la place-jardin qui remplacera le terrain vacant au coin de la 4<sup>e</sup> Avenue et du chemin de la Canardière, à Limoilou.

LIMOILOU

## La place Sylvain-Lelièvre sera ouverte en juillet

LOUIS-GUY LEMIEUX  
LGLemieux@lesoleil.com

■ La place Sylvain-Lelièvre sera ouverte au public dès le début de juillet, affirme son concepteur, l'architecte paysagiste André Plante, du Service de l'aménagement du territoire de la Ville de Québec.

Une sculpture suspendue en aluminium, de 25 mètres de long, en forme de portée musicale, œuvre du même architecte, y sera installée en septembre. Cela complètera l'aménagement de cette place publique-jardin située à l'intersection de la 4<sup>e</sup> Avenue et du chemin de la Canardière, à Limoilou.

La Ville de Québec veut ainsi perpétuer la mémoire de l'auteur-compositeur-interprète né dans ce quartier et décédé subitement le 30 avril 2002, à l'âge de 59 ans. L'en-

veloppe budgétaire de ce projet est de 300 000 \$. Selon nos informations, le groupe Macadam, de Beauport, apprendra vendredi qu'il a obtenu le contrat d'aménagement après appel d'offres.

### LA MUSIQUE ET LES MOTS À DEMEURE

Le concepteur André Plante souligne que la place sera assez grande pour accueillir des musiciens des rues et des animateurs publics. Le tout sera planté de conifères, d'arbustes et de fleurs qui encercleront le point central en forme de microsillon.

Il est à noter que la sculpture sera illuminée 12 mois par année et reproduira la portée musicale de trois chansons de Sylvain Lelièvre: *La basse ville*, *Tombouctou* et *Toi l'ami*. Elle reproduira aussi, selon un choix de la famille Lelièvre, les deux derniers vers de la chanson *Toi l'ami*:

«Que par-dessus les mers, les villes et les toits  
«Se rejoignent nos mains à force d'espérance»

## Pas question de partager les pouvoirs à Lévis

MARC SAINT-PIERRE  
MSPierre@lesoleil.com

■ La Ville de Lévis frappera un mur si davantage de pouvoirs ne sont pas dévolus aux arrondissements, craint Jean-Luc Daigle, qui occupait le poste de maire de Saint-Romuald au moment de la fusion.

L'ancien maire s'en est ouvert au moment de la période de questions allouée au public, amenant une vive réaction du maire Jean Garon, qui a évoqué une éventuelle présence policière dans la salle du conseil pour le futur.

C'est en se déclarant préoccupé de la situation actuelle à Lévis que M. Daigle avait amorcé son intervention, faisant état de la formation d'une organisation qui prône la défusion pour les anciennes villes situées à l'ouest de la rivière Chaudière et de l'insatisfaction qui se fait jour dans la rue et dans l'appareil municipal. Il a du même souffle demandé à M. Garon s'il est pour les défusions.

«Je n'ai pas été élu pour la défusion. Mais pour faire fonctionner une nouvelle ville qui a été créée par la loi», a répondu M. Garon.

Mais l'échange est devenu plus vif quand M. Daigle a rappelé que les maires des anciennes villes avaient collaboré avec le gouvernement au moment où s'est discuté le projet de fusion lévisienne. Et obtenu que des dispositions de la loi assurent le cas échéant aux conseils d'arrondissements un certain nombre de pouvoirs, en l'occurrence en termes de budget et en dotation de personnel.

«C'est une période de questions. Ce n'est pas une période de discours électoraux pour des gens qui voudraient se présenter», a bientôt coupé M. Garon.

«Si ça ne change pas, Lévis va entrer dans un mur. Il faudra que des pouvoirs soient donnés aux arrondissements pour permettre aux Lévisiens d'exercer un certain contrôle sur leur milieu de vie et pour revaloriser le rôle des élus», a conclu M. Daigle en se retirant.

### FAUDRA VOIR LA LOI...

Du propos de M. Garon, il est ressorti qu'est loin de lui l'idée de donner plus de pouvoirs aux arrondissements. «Il n'y a pas d'arrondissement ni à Gatineau ni à Trois-Rivières. Et avant toute chose, il faudra voir ce que contiendra la loi promise par le gouvernement de Jean Charest», a indiqué le maire.

Le conseiller indépendant Gilles Lehoullier a déposé un projet de résolution suggérant de donner plus de pouvoirs aux arrondissements et il a été suggéré par son collègue de l'équipe Garon, Jocelyn Olivier, qu'elle fasse l'objet d'un examen approfondi avant que le conseil ne se prononce sur sa pertinence.

## Québec se fera grecque en fin de semaine

ANNE-MARIE VOISARD  
AMVoisard@lesoleil.com

*Kalimera*/Bonjour Québec. Pour la première fois, depuis plus d'un siècle qu'ils sont ici, les Grecs de la capitale organisent une grande fête populaire en fin de semaine.

Au son de la musique et en dansant, comme le faisait Zorba dans son île de Crète, les Québécois sont donc invités à célébrer, dès le vendredi 16 mai. Le moment fort des festivités est attendu dimanche, au parc de l'Amérique française (face au Grand Théâtre), alors qu'on accueillera l'orchestre Armonia, de Montréal, et la troupe de danse, aussi montréalaise, de l'Association des Arcadiens (Péloponnèse). En cas de pluie, cette partie des activités aura lieu le lendemain, qui est jour de congé.

Vendredi soir, histoire de mettre le public dans l'ambiance, trois conférences se succéderont, de 19 h 30 à 21 h 30, à l'auditorium du Musée du Québec. Au menu: *L'héritage de la Grèce antique*, par Léopold Migeotte, professeur émérite d'histoire ancienne à l'Université Laval, *La Grèce d'aujourd'hui*, par Georgios Zacharioudakis, consul général de Grèce à Montréal, et *La Grèce dans l'Union européenne et les Jeux olympiques de 2004*, par Leonidas Chrysanthopoulos, ambassadeur de Grèce au Canada.

Ces trois conférences seront précédées du vernissage de l'exposition *Les Grecs à Québec, une communauté à connaître*, organisée en collaboration de la Commission de la capitale nationale. Heure et lieu: entre 17 h et 19 h, dans les locaux de la Communauté hellénique de Québec, au 17, boul. René-Lévesque Est.

### UNE MAISON À VISITER

Cette ancienne demeure cossue de l'ex-boulevard Saint-Cyrille mérite à elle seule qu'on la visite. Elle abrite la chapelle de l'Église grecque-orthodoxe. C'est là que, depuis 1959, les Grecs de Québec, dont le nombre se situe entre 350 et 400, se réunissent pour les cérémonies du culte.

Le dimanche, à 9 h, une messe y sera célébrée par S.E. Sotirios, évêque métropolitain grec-orthodoxe du Canada. Les portes de la maison resteront ouvertes jusqu'à 16 h. Elles l'auront aussi été la veille, entre 10 h et 18 h. Ce soir-là, les personnes intéressées à revoir l'inoubliable Zorba, dans le film de Cacoyannis, n'ont qu'à se rendre, à 20 h, à l'auditorium du Musée du Québec.

Tout est gratuit, sauf la bouffe. À prix d'ami, lors de la fête du dimanche, au parc de l'Amérique française, on pourra boire et manger grec: souvlaki, moussaka, baklava, etc. Au choix de chacun. *Kalimera*, c'est-à-dire bonjour.

## La bravoure de quatre citoyens soulignée



Le service de police de la Ville de Québec a reconnu hier les services exceptionnels rendus en 2002 par des citoyens à la fonction policière ou à la communauté. Denis Chabot, M<sup>re</sup> Boulay (prénom inconnu), Laurent Hallé et Julie Bélanger ont reçu une citation d'honneur pour avoir porté secours, le 27 novembre dernier, à la grand-mère d'une fillette de quatre ans, qui s'était jetée dans les eaux glacées du lac Saint-Charles pour tenter de sauver sa petite-fille. L'enfant y avait glissé accidentellement. La cérémonie d'hier a également permis de souligner la promotion de 27 policiers au cours de la dernière année.

### FERMETURE DE LA MINE JEFFREY ET DE L'USINE MAGNOLA

## Asbestos commence à être minée par la perte de revenus

La Ville a dû reporter en juin le paiement du mois de mars des services de la Sûreté du Québec

■ SHERBROOKE (PC) — Les pertes de revenus causées par la fermeture de la Mine Jeffrey et de l'usine Magnola, qui se chiffrent en millions de dollars, commencent à avoir des répercussions directes sur le fonctionnement de la ville d'Asbestos.

Celle-ci a été incapable de payer les services de la Sûreté du Québec (SQ) à la date prévue, en mars, et a perdu au cours de la dernière fin de semaine la chance d'obtenir un appui politique de taille, faute de représentation au congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ).

La mairesse Louise Moisan-Coulombe a confirmé hier au quotidien *La*

*Tribune* que sa municipalité s'était vue dans l'obligation de demander le report, jusqu'au mois de juin, du paiement pour la couverture policière assurée par la SQ.

«La situation financière de la Ville est à ce point tragique que nous n'avons même pas les moyens de payer la SQ. Tous les postes budgétaires ont été comprimés, y compris ceux

pour les dépenses du congrès de l'UMQ. Les élus doivent prêcher par l'exemple», a-t-elle expliqué.

Le cas d'Asbestos est passé totalement sous silence, le week-end dernier, à Gatineau, lorsque l'assemblée générale de l'UMQ a fait sienne la revendication de la Ville de Boisbriand visant à obtenir une assistance financière de Québec pour compenser les recettes perdues à la suite du départ de General Motors. Toutes proportions gardées, le manque à gagner est beaucoup plus élevé à Asbestos qu'à Boisbriand.

«Je suis déçue de ne pas avoir été sur place pour lancer le même appel

au secours que le maire de Boisbriand. Je donne mon cœur, mon temps et ma considération, mais je ne peux pas investir dans notre cause l'argent que nous n'avons plus», a soupigné M<sup>re</sup> Moisan-Coulombe.

«Nous, juste le compte des taxes impayées de la Mine Jeffrey, totalise 1,7 million \$. Magnola demande en plus que l'évaluation foncière de son usine soit réduite de 81 à 23 millions \$. Théoriquement, le manque à gagner pourrait atteindre près de 40 % du budget municipal qui, avant réévaluation, était de 7 millions \$», expose M<sup>re</sup> Moisan-Coulombe.

Bien que les difficultés financières d'Asbestos soient réelles, la mairesse cherche à éviter qu'un vent de panique se répande dans sa communauté.

«C'est totalement illusoire de penser que nous pouvons nous en sortir en décrétant une taxe spéciale. D'abord, parce que ça ferait d'Asbestos une ville qui ne serait plus concurrentielle sur le plan fiscal et, deuxièmement, parce que plusieurs de nos citoyens sont déjà durement éprouvés. Quand ce n'est pas par une mise à pied directe, c'est par la réduction de près du tiers de l'argent qu'il recevait comme retraité de la Mine Jeffrey.»

# L'EST ET LA CÔTE-NORD

CRISE DANS LES PÊCHES

## Au tour de la crevette de faire problème

Les transformateurs pourraient fermer leurs usines jeudi

NAOMIE BRIAND  
Collaboration spéciale

■ RIVIÈRE-AU-RENARD — Moins bruyante que les secteurs du crabe et de la morue, l'industrie de la crevette pourrait être paralysée par une mésentente entre pêcheurs et transformateurs. En 2001, le même litige avait stoppé toutes les activités de pêche pendant 11 semaines.

La Gaspésie, et notamment le village de Rivière-au-Renard, est le haut lieu de la pêche à la crevette au Québec. Quelque 150 pêcheurs dépendent de cette pêche, alors que 500 personnes travaillent en usine. Il y a quatre usines au Québec, toutes dans l'est : à Matane, à Sainte-Anne-des-Monts, à Rivière-au-Renard et à l'Anse-au-Griffon.

### Le retard mis par le ministre Thibault pour dévoiler le plan de pêche à la crevette est qualifié par tous d'indécents

En 2001, la saison de pêche avait été stoppée pendant 11 semaines en raison d'une mésentente entre les pêcheurs et les transformateurs sur le prix de la crevette. Les travailleurs d'usine avaient été forcés de faire appel à l'Emploi-Québec pour des projets temporaires d'employabilité (un peu comme les travailleurs de crabe l'ont fait cette année), et le litige avait été amené devant la Régie des marchés agricoles du Québec.

En 2002, le dossier avait rapidement été réglé en médiation. Le prix moyen

à la livre était fixé à 0,608 \$, et les industriels de Rivière-au-Renard et de l'Anse-au-Griffon avaient été tenus de payer 1,5 million \$ en rétroaction pour la saison 2001.

Le dossier est toujours chaud en 2003. Les pêcheurs sont en mer depuis le 1<sup>er</sup> avril, et aucune entente n'est survenue avec les transformateurs de Gaspé. Les industriels, qui payaient l'an dernier 0,608 \$ en moyenne la livre de crevette, se disent dans l'impossibilité d'en faire autant cette année en raison de l'augmentation de la valeur du dollar canadien et la possibilité que le ministre de Pêches et Océans, Robert G. Thibault, accorde des quotas supplémentaires de 20 000 tonnes de crevette, ce qui risquerait d'engorger les marchés et de faire chuter la valeur de la crevette.

### DES NÉGOS CETTE SEMAINE

Des négociations devraient se tenir cette semaine à Gaspé. Sur les quais, on entend que les industriels menacent de fermer leurs usines jeudi si aucune entente n'est signée. Le directeur de l'Association québécoise des industriels de la pêche, Jean-Paul Gagné, refuse de confirmer la rumeur, mais ex-



Les pêcheurs de crevette réparent leurs filets, hier, sur les quais, avant de retourner en mer. Mais leurs activités menacent d'être bientôt paralysées.

plique que ses membres n'auront pas le choix, éventuellement, de fermer si les prix demeurent élevés. « Mais je pense qu'on va réussir à s'entendre cette semaine », lance-t-il, pour calmer le jeu.

Le deux parties s'entendent toutefois sur un point : le retard du dévoilement du plan de pêche à la crevette par le ministre Thibault est indécents. « Ce n'est pas normal », ponctue Gilles Champoux, conseiller technique à l'Association des capitaines propriétaires de la Gaspésie. Il précise que les plans de pêche étaient autrefois dévoilés en décembre ou en janvier. Jean-Paul Gagné n'en revient pas non plus

des délais. « Ça n'a aucun bon sens, que ce soit dans la crevette, le turbot ou une autre espèce. C'est la pire année que j'aie vue. On nous dit que ça devrait sortir cette semaine, mais personne ne veut nous le garantir ».

Les seuls plans de pêche dévoilés en date d'hier étaient ceux de la morue et du crabe, avec les résultats que l'on connaît, soit un moratoire complet d'un côté, et une vive opposition de l'autre. Les pêcheurs de morue attendent également avec impatience le plan de pêche à la crevette, alors qu'ils espèrent obtenir de petits quotas pour survivre, malgré le moratoire.

## La tension monte à Blanc-Sablon

Les pêcheurs occupent les bureaux du MAPAQ et du CLD

STÉPHANE TREMBLAY  
Collaboration spéciale

BASSE-CÔTE-NORD — La tension est montée d'un cran hier en Basse-Côte-Nord. Une centaine de pêcheurs, victimes d'un moratoire sur le crabe et sur la morue, ont occupé les bureaux du MAPAQ et du CLD à Blanc-Sablon, revendiquant une aide de Québec. La SQ surveille la situation.

Sans revenu depuis avril, quelque 175 employés des usines de transformation et 300 pêcheurs de la Basse-Côte-Nord sont touchés. « Les gens démontrent leur frustration. Ils veulent une allocation spéciale qui leur permettrait de gagner un salaire comparable à celui de leurs prestations d'assurance-emploi, qui sont terminées », souligne Paul Nadeau, directeur général de l'Association des pêcheurs de la Basse-Côte-Nord.

Les pêcheurs de la Basse-Côte-Nord se disent les grands oubliés de cette crise des pêches, décrite comme l'une des pires depuis les 30 dernières années. Frappés par un moratoire complet sur la morue et sur le crabe pour 43 des 76 entreprises de pêche de la Basse-Côte-Nord, ils réclament une aide similaire à celle offerte la semaine dernière aux Gaspésiens.

Le ministre de l'Emploi, Claude Béchard, a en effet débloqué 500 000 \$ pour venir en aide aux travailleurs de la Gaspésie, une prestation équivalente à l'assurance-emploi. Les travailleurs se sont dits satisfaits de l'aide, qui pourrait atteindre 3 millions \$.

Au bureau du ministre Béchard, on précise que la situation en Basse-Côte-Nord est différente de celle en Gaspésie. Le ministre doit prendre position au cours des prochains jours.

« La résultante actuelle des décisions du gouvernement fédéral et de sa négligence à apporter des mesures compensatoires pour nos pêcheurs et nos employés d'usine démontre que nos citoyens pour leur part sont laissés jusqu'à présent à leurs souffrances et notre région à une agonie certaine », lance M. Nadeau.

Les activités du CLD et du MAPAQ ont été paralysées toute la journée d'hier par les manifestants, qui promettent d'autres actions aussi longtemps que nécessaire.

Près de 1000 des 6000 habitants de la Basse-Côte-Nord travaillent dans le domaine de la pêche. Un secteur d'activité qui représente 80 % de l'économie régionale.

43 des 76 entreprises de pêche de la région sont touchées

## 34 accusations contre l'ex-maire de New Carlisle

Barry Tennier notamment accusé d'agressions sexuelles et d'attouchements sur des mineurs

GILLES GAGNÉ  
Collaboration spéciale

NEW CARLISLE — L'ex-maire de New Carlisle, Barry Tennier, est formellement accusé de s'être livré à des agressions sexuelles, à des attouchements sur des mineurs et d'avoir fait le trafic de stupéfiants. Il est aussi accusé d'avoir menacé de mort une de ses présumées victimes.



Barry Tennier

Le commerçant de 62 ans a comparu vendredi et hier au palais de justice de New Carlisle, pour répondre à un total de 34 chefs d'accusation. La première comparution de vendredi est survenue à la suite du témoignage d'une personne, un événement qui a mené à tout un débloqué puisqu'une demi-douzaine d'autres hommes ont depuis fait des dépositions auprès des enquêteurs de l'escouade des crimes majeurs de la Sûreté du Québec, ce qui a mené à la seconde présence de l'accusé devant le juge Jean Bécu.

Barry Tennier aurait fait des attouchements à des garçons de moins de 14 ans, il aurait aussi demandé à des jeunes de lui faire des attouchements.

Il aurait aussi fait des attouchements à des ados de plus de 14 ans alors qu'il était en situation d'autorité.

### APPEL AUX VICTIMES

« Si des gens, des victimes, ou des témoins ont de l'information en rapport avec cette affaire ou avec l'accusé, ils sont priés de communiquer avec nous », demande Claude Ross, porte-parole de la Sûreté du Québec. D'autres accusations pourraient être déposées au cours des prochains jours.

La première présumée victime de l'ex-maire aurait situé les actes criminels dans l'intervalle allant de 1989 à 1997. Il s'agit d'un homme maintenant âgé de 24 ans. Les autres témoins ont

dénoncé des actes présumément survenus jusqu'en 2002.

Barry Tennier a des antécédents judiciaires en matière de fraude à l'assurance-emploi, datant de plusieurs années. Il a rempli son dernier mandat à la mairie de New Carlisle entre 1993 et 1997. Il a aussi été enseignant à l'ancienne commission scolaire anglophone de la Gaspésie, et a siégé au conseil de cet organisme. L'enquête a été lancée en janvier et elle se poursuit, sous la direction de Patrice Lacombe.

En principe, Barry Tennier devait revenir en cour pour son audience sur remise en liberté hier, mais ce stade de procédure a été remis. Il pourrait revenir en cour jeudi.

**Séjours Champêtres**

**LE FLEUVE ET SES ÎLES**  
CE FORFAIT INCLUT :

- 2 soupers table d'hôte 5 services
- 2 couchers • 2 petits déjeuners
- 1 croisière à Grosse-Île
- 1 croisière à l'Isle-aux-Grues

À partir de **282 \$**/pers.  
Occupation double, service inclus, taxes en sus.

**DÉTENTE ET GASTRONOMIE**  
CE FORFAIT INCLUT :

- 1 souper table d'hôte 5 services
- 1 coucher
- 1 petit déjeuner

À partir de **105 \$**/pers.  
Occupation double, service inclus, taxes en sus.

**CROISIÈRE EXCLUSIVE ET GASTRONOMIE**  
CE FORFAIT INCLUT :

- 2 couchers
- 2 soupers table d'hôte 5 services
- 2 petits déjeuners
- 1 croisière à Grosse-Île
- 1 dîner sur l'île

À partir de **257 \$**/pers.  
Occupation double, service inclus, taxes en sus.

**GROSSE-ÎLE**  
La station de quarantaine

LIEU HISTORIQUE NATIONAL DU CANADA DE LA  
Grosse-Île-et-le-Mémorial-des-Irlandais

[www.parcscanada.gc.ca](http://www.parcscanada.gc.ca)

Croisière à l'Isle-aux-Grues  
À partir de **37,50 \$**/pers.

Croisière à Grosse-Île  
À partir de **35 \$**/pers.

Traversées quotidiennes • 1 888 476-7734 • (418) 259-2140

[www.croisiereslachance.ca](http://www.croisiereslachance.ca)

Départs de Berthier-sur-Mer. À moins de 30 minutes à l'est des ponts de Québec, sur la rive sud du fleuve.  
Autoroute 20, sortie 364

Parfum de mer  
détente  
fine cuisine

**THÉÂTRE D'ÉTÉ À LA ROCHE À VEILLON, CROISIÈRE À GROSSE-ÎLE**  
CE FORFAIT INCLUT :

- 2 soupers table d'hôte
- 2 couchers • 2 petits déjeuners
- 1 croisière à Grosse-Île
- 1 billet pour la pièce Les Grandes Chaleurs

À partir de **220 \$**/pers.  
Occupation double, service inclus, taxes en sus.

**FORFAIT DÉTENTE**  
CE FORFAIT INCLUT :

- 1 souper table d'hôte • 1 coucher
- 1 petit déjeuner

À partir de **83 \$**/pers.  
Occupation double, service inclus, taxes en sus.

**CROISIÈRE DANS LES ÎLES**  
CE FORFAIT INCLUT :

- 2 soupers table d'hôte • 2 couchers
- 2 petits déjeuners
- 1 croisière à Grosse-Île
- 1 croisière à l'Isle-aux-Grues

À partir de **234 \$**/pers.  
Occupation double, service inclus, taxes en sus.

**Manoir des Esables**  
AUBERGE - RESTAURANT  
220, boulevard Taché Est, Montmagny  
1 800 563-0200 (418) 248-0100  
[www.manoirdesables.com](http://www.manoirdesables.com)

**La Côte-du-Sud en Chaudière-Appalaches**

Association touristique Chaudière-Appalaches  
[www.chaudapp.qc.ca](http://www.chaudapp.qc.ca)  
1 888 831-4411 • [www.chaudapp.qc.ca](http://www.chaudapp.qc.ca) Québec

**Auberge du Faubourg**  
Centre de Santé  
SAINT-JEAN-PORT-JOLI  
Parfum de mer, détente, fine cuisine  
280, rue de Gaspé Ouest, Saint-Jean-Port-Joli  
1 800 463-7045 (418) 598-6455  
[www.aubergedufaubourg.com](http://www.aubergedufaubourg.com)

# ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC  
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR  
 Directeur de l'éditorial JEAN-MARC SALVET  
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

## Gaspillage

**D'**ici le 16 juin, les contribuables canadiens vont flamber un million \$ pour la tenue d'élections complémentaires dans Lévis-Chutes-de-la-Chaudière et Témiscamingue. Un million \$ parce que deux députés du Bloc québécois, Antoine Dubé et Pierre Brien, n'ont pas complété le mandat obtenu aux élections générales de novembre 2000. M. Dubé, qui désirait se rapprocher de son lieu de travail, a été candidat péquiste aux élections du 14 avril. M. Brien, qui se voyait ministre sous un gouvernement adé- quiste, a tenté sa chance derrière Mario Dumont. Le soir du vote, les deux hommes sont arrivés en troisième position...



Gilbert Lavoie

GLavoie@lesoleil.com

Un million \$, ce n'est pas une grosse somme dans le budget du gouvernement fédéral. Mais dans la vraie vie, dans une école ou un CLSC, c'est beaucoup d'argent.

Cet exemple devrait nous amener à resserrer nos exigences face aux élus. À moins de raisons majeures, les maires de nos villes et les députés élus à Québec ou Ottawa devraient se faire un devoir de terminer leur mandat. Il est irresponsable d'abandonner un poste élu sans raison valable quand cela entraîne une autre élection.

Le cas d'Antoine Dubé est peut-être le plus flagrant : le PQ n'était pas en panne de candidat dans cette circonscription ; la présidente de l'association locale, Stéphanie Cashman-Pelletier, était déjà sur les rangs. L'arrivée de M. Dubé a divisé les militants et conduit aux résultats que l'on connaît.

Celui de Pierre Brien est différent. Le député bloquiste changeait de « religion » en se rangeant derrière Mario Dumont pour faire la lutte au péquiste Rémy Trudel. Il pouvait prétendre en faire un cas de conscience. Mais sa conversion sur le tard sentait l'opportunisme ; l'électorat ne l'a pas cru.

À leur crédit, MM. Dubé et Brien ne sont pas les seuls à avoir provoqué des élections complémentaires. Les bloquistes Michel Belhumeur et Stéphan Tremblay ont fait la même chose dans Berthier-Montcalm et Lac-Saint-Jean-Saguenay en 2002. Même chose du côté de Jean Chrétien, qui a causé trois élections complémentaires l'an dernier, en « tassant » trois ministres de son cabinet, dont Alfonso Gagliano.

Il n'y a pas un cas pareil en ce domaine, mais le résultat est toujours le même : la participation des citoyens est rarement importante et les enjeux ne sont pas évidents. Seuls les coûts le sont. Et c'est sans compter l'inutile défilé de limousines des ministres et les promesses vides de sens qui caractérisent trop souvent ce genre d'exercice.

« Comptez sur le Bloc québécois pour continuer à défendre vos intérêts », a déclaré Gilles Duceppe dimanche. C'est ce qu'ont fait les électeurs concernés, en novembre 2000, mais leurs députés les ont laissés tomber.

## Volonté politique

**D**ans le sanglant conflit israélo-palestinien, il n'y a pas d'optimisme ou de pessimisme à cultiver – même si la balance penche dramatiquement du côté que l'on sait. Au-delà des sentiments que l'on peut avoir, il n'y a (pourrait-on dire) qu'un froid travail politique à accomplir. Le mince espoir de règlement ouvert par la présentation de la « feuille de route » doit être conduit jusqu'au fil d'arrivée, envers et contre tous ceux qui cherchent à le faire éclater.

La visite de Colin Powell au Proche-Orient visait à donner le coup d'envoi à la fameuse « feuille de route », une initiative de paix élaborée par les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU. Malheureusement, force est de constater que le secrétaire d'État n'a marqué aucun point durant son séjour. Sur le terrain, la situation s'est même envenimée après son départ.

En fait, si les rencontres de Colin Powell avec le premier ministre israélien, Ariel Sharon, et avec le premier ministre palestinien, Mahmoud Abbas, ont prouvé quelque chose, c'est que le dossier devra monter au plus haut niveau politique pour pouvoir progresser. Et le plus haut niveau dont on parle ici, c'est évidemment la Maison-Blanche.

Il faut rappeler que Washington est le chef d'orchestre de cette initiative de paix prévoyant un règlement de cet épouvantable et interminable conflit. La première étape du plan, qui devrait s'appliquer dès maintenant, suppose que l'Autorité palestinienne mette un terme à la violence et que l'État hébreu prenne les mesures nécessaires pour améliorer les conditions de vie des Palestiniens.

Le processus de négociation est censé s'achever en 2005 par la signature d'un accord réglant les questions des frontières avec le nouvel État palestinien, le statut de Jérusalem ainsi que le sort des colonies et celui des réfugiés. Le programme est aussi vaste qu'ambitieux.

Depuis sa présentation, le 30 avril, chaque camp soutient avoir posé des gestes témoignant de sa bonne foi. Chaque camp pense toutefois que l'autre n'en fait pas suffisamment et qu'il fait preuve d'une attitude franchement négative.

En l'état actuel des choses, la rencontre qu'Ariel Sharon et Mahmoud Abbas doivent avoir d'ici la fin de la semaine en dira long sur la suite des événements. Mais le véritable élan, s'il doit y en avoir un, sera donné lors d'un tête-à-tête entre George W. Bush et le chef du gouvernement israélien la semaine prochaine à Washington.

Ces rencontres démontreront la volonté politique qu'ont les uns et les autres de monter au créneau pour briser le cycle de violence. Elles démontreront le réel appui qu'ils donnent à la « feuille de route ».

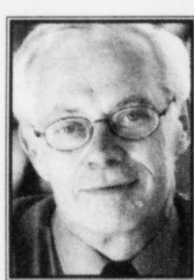
## LE CINÉMA QUÉBÉCOIS À CANNES...



### CHRONIQUE POLITIQUE

## Le Wilfred du Parlement

**L'**élection du président de l'Assemblée nationale par ses pairs est un plus sur le plan de la démocratie, à condition que cela ne se transforme pas en un mauvais calque de *Star Académie*. Quatre députés libéraux font actuellement campagne : Michel Bissonnet, François Ouimet, Bernard Brodeur et Christos Sirros.



J.-Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

Dans le passé, le premier ministre proposait un candidat aux partis d'opposition. S'ensuivait un petit troc, parfois même un rejet d'une candidature, et l'aspirant retenu était traîné au trône par le premier ministre et le chef de l'opposition. Il s'agissait d'un député que le chef du gouvernement n'avait pas réussi ou n'avait pas voulu insérer dans son Conseil des ministres.

Le poste de président était le prix de consolation le plus convoité. La fonction est prestigieuse ; elle est rémunérée au même niveau qu'un ministre, avec aussi voiture de fonction et garde du corps, appartement à Québec et de nombreuses possibilités de voyages à l'étranger. Le titulaire doit s'abstenir de toute activité partisane mais les périodes des questions à l'Assemblée nationale l'assurent d'une bonne visibilité dans les médias. Pour compenser sa neutralité obligée, il est de tradition que les ministres s'assurent que son comté obtienne sa juste part et un peu plus des « faveurs » gouvernementales.

Les deux derniers présidents, Jean-Pierre Charbonneau et Louise Harel, étaient les seuls députés péquistes sur les rangs lors de leurs nominations. Il n'y a donc pas eu de véritables campagnes avant leur élection. Il en va autrement cette fois. Les quatre aspirants rencontrent ou communiquent par téléphone avec leurs collègues des deux côtés de la Chambre pour vanter leurs mérites et solliciter leurs votes. Nous verrons bientôt apparaître de mini-organisations électorales et divers procédés de

promotion des candidatures. Il y a là un risque certain de dérapage pour l'institution. Il ne faudra pas perdre de vue dans ce concours de popularité à l'intérieur du club libéral, les principales responsabilités qui incombent au président et les qualités recherchées pour occuper le fauteuil.

Celui-ci préside bien sûr les travaux, secondé par les vice-présidents. Il est le gardien du décorum, du respect des règlements et de la procédure dans le travail législatif. Il est en plus coresponsable de l'administration de l'Assemblée nationale. L'attentat du caporal Lortie et les incidents de la Saint-Jean ont par ailleurs mis en relief ses responsabilités quant à la sécurité au parlement. Il lui faut s'assurer du maintien d'un bon équilibre entre la protection des personnes et des biens et l'accessibilité à un hôtel du Parlement qui se doit d'être accueillant.

Le président a également le devoir d'animer des réflexions sur l'évolution du rôle des parlementaires, la place qui leur est laissée par exemple par le très oppressant pouvoir exécutif ou la diminution graduelle du pouvoir des élus, dans le cadre d'une mondialisation des marchés qui répond à des traités qui leur échappent. Jean-Pierre Charbonneau a pris des initiatives intéressantes à cet égard. Le président a aussi un rôle à jouer sur le plan des relations internationales. Il reçoit nombre de visiteurs de marque, pilote des délégations à l'étranger, représente le Québec au sein d'associations internationales.

La candidature de l'ex-ministre Christos Sirros ne pèsera pas très lourd, à moins d'un mot d'ordre « d'en haut » en sa faveur, tout simplement parce qu'il n'a pas de formation en droit. Il ne s'agit pas d'une règle mais d'une solide pratique établie, sous prétexte que ces études for-

ment des esprits bien prédisposés à l'arbitrage. Il pourra espérer un poste de vice-président. Bernard Brodeur (Shefford) est notaire mais a beaucoup moins d'expérience au parlement et au sein de délégations que deux autres de ses collègues. Il est apprécié mais ne jouit pas du même rayonnement que les Bissonnet et Ouimet.

Michel Bissonnet est député depuis 1981 et il était vice-président de l'Assemblée. Rabelaisien, il est populaire parmi les autres députés, péquistes comme libéraux. Il lui est arrivé de manquer lui-même au décorum mais il s'est bien repris et a impressionné fortement par son sang-froid et sa fermeté sur le trône durant le dernier mandat.

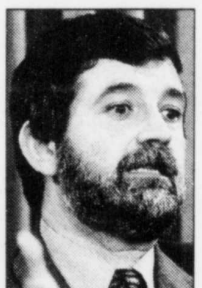
Tout comme Michel Bissonnet, François Ouimet est avocat. Il a été membre de plusieurs délégations de parlementaires, du bureau de l'Assemblée et de la commission des institutions. Il a une belle prestance et projeterait la meilleure image dans le volet des relations internationales.

Cet ex-président de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), titulaire d'une maîtrise en littérature, homme de culture, a une personnalité aux antipodes de son principal adversaire. Plusieurs députés péquistes n'ont cependant pas oublié ses chasses aux sorcières comme député de l'opposition et malgré ses dispositions pour la fonction, il ne pourra compter sur les votes de ceux-là, en raison de vieilles rancunes.

Les aspirants se diviseront inévitablement les votes de leurs collègues libéraux ; il y a donc de bonnes chances que le prochain président soit le choix de l'opposition officielle, pour peu qu'il y ait concertation de ce côté, ou pire, le gagnant d'une véritable loterie. C'est l'un des vices de la nouvelle formule du concours de popularité entre députés du parti au pouvoir.



Bernard Brodeur



Christos Sirros



Michel Bissonnet



François Ouimet

## Prudence dans la libéralisation du cannabis

Hubert Wallot

L'auteur est psychiatre et professeur à la Télé-université du Québec

Un rapport du Sénat canadien proposait récemment des mesures importantes de libéralisation du cannabis. Il est évident que pareille législation permettrait d'éloigner les consommateurs de cannabis des circuits d'autres drogues dangereuses et, par la suite, de la criminalité. Il est possible aussi qu'une gestion raisonnable de l'accessibilité pourrait peut-être établir un équilibre d'usage comme dans le cas de l'alcool.

Dependant, on prend pour acquis l'innocuité du cannabis. Trois études récentes publiées dans l'édition de novembre 2002 du *British Medical Journal* devraient nous faire réfléchir sur l'impact de cette substance sur la santé mentale.

Dans une étude australienne, les chercheurs ont suivi pendant sept ans 1601 adolescents ayant 14,5 ans d'âge moyen. À 20 ans, environ 60 % avaient essayé le cannabis et 7 % l'utilisaient quotidiennement. Une dépression ou de l'anxiété au début du suivi de la cohorte ne pouvait prédire un usage ultérieur de cannabis. Par contre, l'usage hebdomadaire de cannabis prédisait un accroissement jusqu'au double de la survenue ulté-

rieure de dépression ou d'anxiété. Un suivi d'une cohorte suédoise de 50 087 hommes (âge moyen entre 18 et 20 ans) montre une relation directement proportionnelle entre l'usage de cannabis et le développement de la schizophrénie. Parmi ceux qui n'ont utilisé que le cannabis, mais qui l'ont utilisé plus de 50 fois, les chances de développer la schizophrénie sont de 6,7 %.

Finalement, dans une étude néo-zélandaise à long terme, les chercheurs ont étudié 759 enfants (âge moyen de 11 ans). La présence de symptômes psychotiques fut évaluée au début de l'étude, puis à l'âge de 26 ans. L'utilisation des drogues fut évaluée aux âges de 15 et 18 ans.

En comparaison avec ceux n'utilisant jamais ou très rarement le cannabis (65 % du groupe), les utilisateurs fréquents montraient de manière significative un risque plus grand de présenter des symptômes de schizophrénie à 26 ans. Dans ces études, on démontre qu'il y a une relation entre la dose (quantité, fréquence) et l'effet négatif sur la santé mentale. De plus, l'usage de cannabis ne sert pas à soigner des problèmes antérieurs de santé mentale et les problèmes de santé mentale repérés ne sont pas causés par d'autres drogues que le cannabis.

À chacun d'y réfléchir.

## OPINIONS

## CHRONIQUE POLITIQUE

## Voilà pourquoi il fallait changer de gouvernement

**L**e ministre de la Santé, Philippe Couillard, a fait quelque chose d'important en arrivant au ministère de la Santé et des Services sociaux: il a viré son sous-ministre! Car ce sont bien les fonctionnaires qui, avec la complicité des corporations professionnelles, ont conduit à cette situation que l'urgentologue, Jacques Lévesque, qualifia un jour de «soviétisation de la médecine». Petite étude de cas: la pratique des sages-femmes au Québec...

Je vous en avais déjà parlé en... 1993 à propos de l'ouverture d'une maison des naissances à Gatineau. Cela remonte donc à Marc-Yvan Côté. On a passé trois ministres de la Santé depuis, qui n'ont rien réglé parce que les ficelles — je devrais parler de cordon ombilical sans doute! — étaient tenus par les mandarins du régime.

La pratique est répandue en Europe et dans la province voisine de l'Ontario. Non seulement les sages-femmes ontariennes pratiquent-elles à domicile, et pas seulement dans des maisons des naissances ou des hôpitaux, mais leurs actes sont remboursés par l'assurance-maladie de la province!

Ici, il a fallu des batailles épiques pour tenter, timidement, quelques expérien-

ces. À Gatineau par exemple, ce sont des médecins... d'Ottawa qui assuraient le suivi des naissances, parce que les médecins du Québec, poursuivant leur guerre de tranchées, refusaient de s'occuper des femmes qui avaient eu l'audace de recourir aux services d'une sage-femme. Je les avais alors comparés — et je les compare encore — à ces «sorciers de village» qui, en Afrique, entretiennent le mystère de leur pratique pour mieux contrôler les patients.

En 1999, l'Assemblée nationale se décida enfin à autoriser les universités québécoises à émettre un diplôme de sage-femme. La saga qui suivit mérite d'être racontée.

Il est bien connu que les besoins les plus importants sont à Montréal car les communautés ethniques sont plus ouvertes à la question que notre petite société catholique. [C'est sans doute pour cela que les deux maisons des naissances sont situées dans l'ouest de l'île et qu'aucune ne se trouve dans le Montréal français...]

Les universités de Montréal et McGill présentèrent donc un projet conjoint, avec l'appui enthousiaste des maisons des naissances de la métropole. Mais pour des raisons politiques — une faculté en mal d'étudiants paraît-il! — on envoya le programme de formation des sages-fem-



Michel Vastel  
MVastel@lesoleil.com

mes à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Cela ne dérangea point les sous-ministres de l'Éducation et de la Santé d'apprendre que la vaste majorité des étudiantes et des professeurs venaient de Montréal. En fait, les uns et les autres concentrèrent leurs cours sur trois ou quatre jours et s'organisèrent un covoiturage entre Montréal et Trois-Rivières.

Cela ne dérangea pas non plus les sous-ministres d'apprendre aussi qu'il n'y avait pas de maison des naissances en Mauricie. En fait, le service d'obstétrique ferme pendant la période des Fêtes, faute de professionnels! Qu'à cela ne tienne, les mandarins décidèrent d'en ouvrir une à Nicolet. C'est juste de l'autre côté du grand fleuve et à une heure de voiture de l'écôle...

Aujourd'hui, neuf femmes ont reçu leur diplôme de sage-femme. Elles ont effectué leurs stages où elles ont

pu, un peu partout et jusqu'en Europe! Mais... la maison des naissances de Nicolet n'est toujours pas ouverte.

Et les nouvelles sages-femmes ne trouvent pas d'emploi, parce que les règlements leur permettant de pratiquer à domicile ne sont pas approuvés, parce que les hôpitaux se traitent les pieds, parce qu'on a oublié d'ouvrir les crédits nécessaires aux CLSC, parce que les médecins multiplient jusqu'à la soixantaine les risques obstétricaux chez la femme, et jusqu'à la cinquantaine, les risques néonataux chez le bébé.

«Après les curés, ce sont les médecins qui sont les nouveaux gourous de la société québécoise», me disait Marie-Claude Desjardins, présidente du Mouvement naissance-renaissance dans l'Outaouais, en 1993. Cela n'a pas changé, sauf que les professionnelles sont un peu plus diplômées: «On est en train de créer quelque chose de nouveau, on brise un monopole», confiait Céline Lemay, présidente du Regroupement des sages-femmes, à ma collègue Anne-Marie Voisard.

Le mot est lâché: le monopole! C'est à cela que servent les Corporations. Médecins et obstétriciens protègent leur galette, même s'ils ne sont pas assez nombreux, même s'ils refusent de pratiquer lorsque les

conditions sont trop difficiles. Ainsi dans le Grand Nord québécois où, les médecins refusant de s'y rendre, ils sont bien contents de tolérer ces sages-femmes qui font le travail à leur place. Les inuits, eux, mères et bébés confondus, peuvent bien prendre tous les risques... Belle mentalité!

«On crée quelque chose de nouveau» dit M<sup>me</sup> Lemay. «Nouveau pour le Québec», devrait-elle préciser. C'est le deuxième plus vieux métier du monde chère madame. En passant, ma mère a eu ses quatre enfants avec l'aide d'une sage-femme et, que je sache, cela ne nous a pas trop mal réussi!

Et ce sera encore longtemps une situation unique au Québec puisque la Société des gynécologues obstétriciens du Canada a reconnu aux femmes la liberté de choisir où elles vont accoucher, y compris à la maison, mais les gynécologues québécois, eux, refusent toujours. Seules les pressions de l'opinion publique, ou l'arrivée des jeunes dans la profession, feront changer les corporations professionnelles d'attitude.

Mais le système de santé, lui, répond à des volontés politiques. Or, tout ce que les fonctionnaires de la Santé — sous-ministres en tête — ont réussi jusqu'ici, c'est à créer des listes d'attente dans un nouveau type de service, avant même qu'il ne soit créé. Faut le faire tout de même!

**Médecins et obstétriciens protègent leur galette, même s'ils ne sont pas assez nombreux**

**Trois ministres de la Santé n'ont rien réglé parce que les ficelles étaient tenues par les mandarins du régime**

## LE RAPPORT BRETON

## Le défi de Yves Séguin

Pour affronter l'impasse budgétaire, le gouvernement libéral devra retenir des mesures de M<sup>me</sup> Marois. Mais il devra en trouver plusieurs autres

Denis Bédard

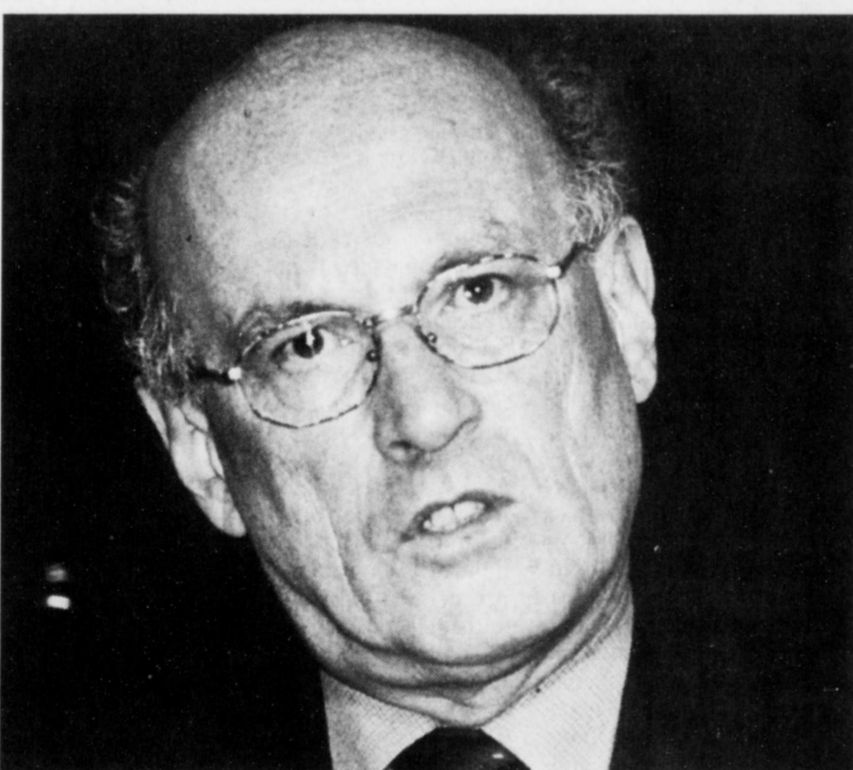
L'auteur est professeur associé à l'Observatoire d'administration publique de l'École nationale d'administration publique (ENAP). Ancien secrétaire du Conseil du Trésor, il a présidé la commission d'enquête sur la fiscalité municipale.

Le rapport de Guy Breton sur la situation financière gouvernementale a évalué que le budget de Pauline Marois cachait une impasse budgétaire de 4,4 milliards \$ pour la prochaine année financière 2003-2004.

L'information présentée dans le rapport justifie cette conclusion, mais j'aimerais présenter la même information de façon différente pour essayer d'en déduire ce que l'ancien gouvernement a essayé de faire pour en arriver aux prévisions de revenus et de dépenses présentées au discours sur le budget du 11 mars et pour ensuite évaluer le défi auquel aura à faire face Yves Séguin en préparant un nouveau budget.

## LE NIVEAU DE L'IMPASSE

La meilleure façon d'aborder la problématique budgétaire est de voir quel était au point de départ le niveau de l'impasse à laquelle était confrontée le ministre des Finances. On peut reconstituer le montant de cette impasse à partir des éléments présentés dans le rapport ainsi que dans le discours sur le budget du 11 mars. Le déficit de départ était de 2882 millions \$. À cela s'ajoute le montant de l'enveloppe budgétaire de 1209 millions \$ dont le gouvernement avait besoin pour financer les mesures spéciales suivantes qu'il envisageait: des mesures fiscales pour 39 millions \$, des dépenses de développements pour 361 millions \$ et une réserve de 809 millions \$ pour la santé.



Denis Bédard

L'impasse totale à résoudre était donc de 4091 millions \$.

Pour rétablir l'équilibre budgétaire, le rapport constate que des «provisions» à l'égard des prévisions de revenus et de dépenses ont été établies pour un montant de 711 millions \$. Ceci a permis de réduire le dépassement à 3380 millions \$ et pour régler ce dernier, le rapport énumère une série de mesures et d'ajustements, dont 2338 millions \$ aux revenus et 1042 millions \$ aux dépenses. Les composantes de ces deux montants

sont présentées dans les tableaux.

Un élément n'est pas mentionné dans le rapport de monsieur Breton: il s'agit du transfert fédéral de 472 millions \$ escompté pour la santé. Comme la somme n'est pas confirmée encore par le gouvernement fédéral, je suis d'avis qu'elle ne doit pas être incluse dans la prévision de base et être plutôt ajoutée dans la liste des mesures et ajustements.

Ceci étant dit, quels sont les éléments qui sont à risque? On peut tout d'abord considérer que tous ceux visant à réduire les dépenses

MESURES ET AJUSTEMENTS CONCERNANT LES REVENUS	(millions \$)
Mesures tarifaires	174
Mesures comptables et administratives	667
Ajustement aux revenus des sociétés d'État	243
Vente d'éléments d'actifs des sociétés d'État	407
Hausse de la prévision des transferts fédéraux	375
Montant escompté pour la santé si le surplus fédéral est supérieur à 5 milliards \$	472
<b>Total</b>	<b>2338</b>

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

auraient été difficiles à gérer puisqu'ils sont en grande partie le résultat de décisions qui ne dépendent pas directement des organismes centraux. En ce qui concerne les revenus, trois mesures auraient pu théoriquement être mises en application sans difficulté, soit les mesures tarifaires, les mesures comptables et administratives ainsi que la vente des actifs des sociétés d'État, ce qui totalise 1248 millions \$. Les autres éléments concernant les revenus équivalent à 1090 millions \$ et ils sont très problématiques, car ils échappent entièrement au pouvoir du gouvernement.

Au total, l'ensemble des risques du budget de M<sup>me</sup> Marois étaient de l'ordre de 2,1 milliards \$ au moment de sa publication (soit 1042 millions \$ plus

MESURES ET AJUSTEMENTS CONCERNANT LES DÉPENSES	(millions \$)
Crédits à périmier	400
Sous-financement des dépenses à la Santé	286
Sous-évaluation des dépenses de développement à la Santé et à la Sécurité du revenu	356
<b>Total</b>	<b>1042</b>

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

1090 millions \$). Comme l'indique le rapport de M. Breton, la situation s'est détériorée après le discours sur le budget puisqu'on sait maintenant que les transferts fédéraux seront inférieurs de 707 millions \$. Un gouvernement du Parti québécois aurait donc eu beaucoup de difficulté à réaliser ses objectifs budgétaires. Face à des risques possibles approchant 3 milliards \$, il aurait été incapable de créer la réserve de 809 millions \$ pour la santé et il aurait eu à envisager de nouvelles mesures pouvant aller jusqu'à 2 milliards \$ pour éviter totalement un déficit.

Le nouveau gouvernement du Parti libéral, qui s'est engagé à déposer un budget, revient quant à lui à la case départ, c'est-à-dire à une impasse initiale de 2882 millions \$ à laquelle s'ajoute la baisse des transferts fédéraux, 707 millions \$, et les effets du ralentissement conjoncturel. C'est une bouchée de l'ordre de 4 milliards \$ que M. Séguin pourra essayer de régler en retenant certaines des mesures de M<sup>me</sup> Marois, mais il devra en trouver plusieurs autres.

**La situation s'est détériorée après le discours sur le budget**

## CARREFOUR DES LECTEURS

## Minoritaire: bel avenir!

La récente élection du gouvernement libéral de Jean Charest ne m'inspire rien qui vaille. La société québécoise reviendra au statut de province dans un pays dont la langue est l'anglais. Je vous entends me dire que le Canada est un pays bilingue: mon œil! Le bilinguisme ne fonctionne qu'au Québec et dans la fonction publique fédérale, parce que les travailleurs y sont contraints! Saviez-vous que 43,4 % des francophones canadiens sont bilingues contre un maigre 9 % chez les anglophones? Saviez-vous que 88 % des allophones ne connaissent pas le français? Qu'en 1971 et 2001, la proportion de Cana-

diens ayant le français comme langue maternelle et langue d'usage a régressé de 4 %. Comme l'indiquait Denis Monière dans un numéro de l'Action Nationale, après 30 ans de bilinguisme officiel, le français est en régression partout au Canada. Les francophones sont encore plus minoritaires dans l'ensemble canadien dans l'avenir et cette tendance semble irréversible. Vous croyez que le premier ministre du Canada s'inquiète? Pas du tout. À preuve ses propos relatés par Le Devoir alors qu'avait lieu le sommet de la francophonie à Moncton en 1999. Jean Chrétien signe, l'assimilation est inévitable: «C'est la réalité de la vie, que voulez-vous?» Si vivre en français au Canada est maintenant devenu une utopie, les Québécois devront avoir à l'œil les libé-

raux des deux paliers de gouvernement. Si le français est encore parlé ici, c'est dû à la mobilisation politique des francophones et au projet souverainiste. Vous vous demandez encore pourquoi la souveraineté est toujours aussi importante? Parce qu'il faut sauver notre langue, l'aimer, la parler correctement, l'écrire avec respect.

Yves Samson  
Québec

## Les jeunes et la vitesse

Faut-il s'étonner de voir des jeunes dans la vingtaine et leurs complices dans la trentaine ou plus, comme on a pu le constater ces jours derniers, prendre les autoroutes québécoises pour des pistes de courses? On n'a qu'à regarder certaines publicités automobiles qui montrent des voitures

sport filant à vive allure sur une voie rapide et même, dans un certain cas, dans un tunnel...

Ces courses folles sont devenues un sport extrême (!) mais aussi un jeu qui se joue à deux... et qui met en danger plus de deux personnes.

Tout le monde cherche la solution miracle à ce problème. Ne pourrait-on pas commencer par contrôler ces publicités invitantes pour les jeunes? Si le ministère de la Sécurité publique prenait le temps de se pencher sérieusement sur cette question, il est fort probable qu'une amorce de solution pourrait être trouvée à un grave problème de société et surtout de sécurité pour tous.

Lise Gosselin  
Les Eboulements

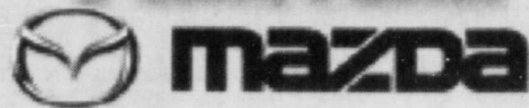


Le plaisir fou de rouler...

**AUCUN PAIEMENT  
AVANT 6 MOIS**  
sur toutes les  
Mazda neuves \*\*

**PLUS  
0%**  
de financement  
à l'achat †

# LE GRAND ÉVÉNEMENT DU PRINTEMPS



**HÂTEZ-VOUS,**  
l'événement se termine  
le **31 MAI!**

vroum-vroum



De nouveau  
« Le meilleur achat de sa catégorie »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

Modèle ES-GT illustré

## Mazda Protegé SE 2003

OU Louez à partir de

**179\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS \*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 100 \$

PLUS  
**0\$** dépôt de sécurité

• Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable et verrouillable • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD • Volant inclinable • Essuie-glace à balayage intermittent • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Console centrale • Bouches de chauffage aux places arrière • Barres stabilisatrices avant et arrière • Roues de 14 po avec enjoliveurs intégraux • Moteur de 2 L et 130 ch (disponible sur les LX et ES) • Et plus de 60 caractéristiques de série

Les Protegé et Protegé5,  
les plus vendues au Québec depuis 2 ans.\*



Meilleur achat  
Carguide 2003



« Le meilleur achat de sa catégorie »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

## Mazda Protegé5 2003

OU Louez à partir de

**237\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS \*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 100 \$

• Moteur 4 cyl. de 2 L à DACT et 130 ch • Roues redessinées de 16 po en alliage • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD • Groupe GFX • Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards de style sport • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Console centrale • Banquette arrière 60/40 • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Sièges en tissu de type sport • Glaces à commande électrique et télédéverrouillage • Indicateurs de tableau de bord argent • Nouvelle boîte automatique avec mode *sport* en option

« Coup de cœur »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval



Modèle GT-V6 GFX illustré

## Mazda6 GS-I4 2004

Louez à partir de

**295\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS \*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 3 195 \$

Ou obtenez  
**4,9%**

de financement à l'achat  
jusqu'à 36 mois †

• Moteur de 2,3 L et 160 ch avec calage variable des soupapes • Boîte manuelle surmultipliée 5 vitesses de série • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Système antipatinage • Barres stabilisatrices avant et arrière • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Rétroviseurs extérieurs chauffants • Climatiseur • Télédéverrouillage • Antidémarrage • Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable avec leviers de dégagement rapide • Et plus de 100 caractéristiques de série



« La Mazda Miata... en tête des cabriolets  
les plus populaires de l'histoire »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

## Mazda Miata MX-5 2003

OU Louez à partir de

**345\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS \*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 995 \$

• Roues de 15 po en alliage • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Serrures, glaces et rétroviseurs à commande électrique • Phares antibrouillards • Deux coussins de sécurité avant • Volant à 3 rayons, gainé de cuir NARDI MD • Antidémarrage/système antivol



NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.  
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.  
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



**mazda**

www.mazda.ca

Les concessionnaires Mazda du Québec

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

\* Rapports de l'IRMC 2001-2002.

† Financement à l'achat aux particuliers de 0 % pour 24 mois sur les Mazda neuves 2003 (excluant les Protegé MazdaSpeed 2003 et les Mazda6 2004) consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. Autres taux et termes de financement disponibles. †† L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 6 mois » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda neuves et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reparté de 6 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 150 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. \* Tous de location personnalisée Mazda : offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda Protegé SE 2003 (modèle 04XMS3800), des Mazda Protegé5 2003 (modèle 05TSS3800), des Mazda6 GS-I4 2004 (modèle 04L34800) et des Mazda Miata MX-5 2003 (modèle L20Q5V900) neuves. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 300 \$ (Protegé5), de 350 \$ (Mazda6) et de 400 \$ (Miata) exigés. Aucun dépôt de sécurité sur toutes les belles Mazda. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. limite de 80 000 km. Frais de 6 à 8 \$ le km additionnel. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus.

Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 5 mai 2003.